

VIVALIS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 2.175.094,65 Euros  
Siège social : "La Corbière" 49450 - ROUSSAY  
N° d'identification : 422 497 560 RCS ANGERS

-----

ORIGINAL

**RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE**

**A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

**Du 11 JUIN 2008**

**SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre société, à l'effet de vous rendre compte de l'activité de notre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2007, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Les comptes de l'exercice et le rapport ont été soumis à l'examen du Conseil de Surveillance. Il vous sera également donné lecture du rapport du Conseil de Surveillance.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Le Directoire a annexé une note de transition des comptes aux normes IFRS.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

**1 - SITUATION DE LA SOCIETE ET DE SON ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE, ACTIVITE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT/LES PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES**

VIVALIS est une société biopharmaceutique qui fournit à l'industrie pharmaceutique des solutions cellulaires innovantes pour la production de vaccins et de protéines, et qui développe des médicaments pour prévenir et traiter les pathologies virales.

Depuis sa création en 1999, l'activité et les revenus de la Société sont principalement liés à la signature de quelques accords de licence importants, dont certains ont généré le paiement d'*upfront* et de *milestones* significatifs, mais pas de *royalties*. Les revenus de la Société sont donc irréguliers d'une année sur l'autre. Si les clients de la Société réussissent à commercialiser des produits utilisant une licence de la Société, ces contrats donneront lieu à *royalties* et le chiffre d'affaires devrait être moins soumis à ces variations annuelles importantes. Il est habituel que des sociétés de biotechnologies perçoivent des revenus irréguliers et peu

significatifs durant la phase de mise au point d'une technologie ou d'un médicament ; puis vient une période durant laquelle la Société, si son produit ou sa technologie sont un succès, perçoit des *royalties* durant la durée de vie du produit pharmaceutique ou de la technologie, ces revenus pouvant représenter des montants beaucoup plus importants que les *upfront* et *milestones*.

La Société a poursuivi son développement tant technologique que commercial durant l'exercice 2007.

### **1.1 Une commercialisation réussie de la technologie EBx® dans le domaine de la grippe**

Durant l'année 2007, Vivalis a conclu trois licences co-exclusives avec les sociétés :

- GlaxoSmithKline, un des leaders mondiaux du vaccin contre la grippe,
- CSL, société australienne numéro 4 dans le vaccin grippe, et,
- Nabilon, une société du groupe Organon Biosciences qui a été acquis cette année par le laboratoire américain Schering Plough,

pour une utilisation de la plate-forme cellulaire EBx® pour la production de vaccin contre la grippe humaine saisonnière et pandémique. Ces accords devraient permettre à Vivalis de capturer une part significative du marché du vaccin de la grippe humaine.

### **1.2 – La commercialisation de la plate-forme EBx® dans le domaine du vaccins autres que la grippe**

L'exercice a été aussi marqué par la signature d'une nouvelle licence commerciale de la plate-forme EBx® avec la société Sanofi-Pasteur pour le développement, la production et la commercialisation de nouveaux vaccins dont l'objet est confidentiel. Sanofi Pasteur est déjà titulaire de droits sur la plate-forme EBx® pour la production de vaccins recombinants notamment contre le sida et le cancer basé sur les vecteurs ALVAC (canarypox).

Vivalis a également conclu de nouvelles licences de recherche dans le domaine du vaccin avec Bavarian Nordic pour la production de vaccins à base de MVA et une autre licence dans le domaine vétérinaire avec FortDodge.

Enfin, Vivalis a conclu une nouvelle licence commerciale dans le domaine vétérinaire avec Virbac pour l'un de leur produit biologique en développement.

### **1.3 – La commercialisation de la plate-forme EBx® pour la production de protéine**

La Société souhaite développer une alternative aux systèmes cellulaires actuels existants pour la production de protéines en apportant une valeur ajoutée aux protéines recombinantes produites sur la plate-forme EBx®.

Les premiers résultats obtenus sont très encourageants. Au vue de ces résultats, plusieurs sociétés dont MAT Biopharma et Innate ont souhaité tester cette année la plate-forme EBx® pour évaluer sa capacité à produire leurs anticorps. Les résultats obtenus ont été concluants.

Vivalis a également signé sa première licence de recherche avec Sanofi-Aventis.

### **1.4 - Les activités de recherche et de développement**

Vivalis poursuit en permanence les améliorations de sa plate-forme EBx® tant pour la production de vaccins que pour la production de protéines. Vivalis s'est notamment concentré cette année sur le développement de procédés de production de vaccins avec ses partenaires. La société a également acquis de nouvelles compétences en matière de purification.

Des informations et des données plus détaillées sur les activités de recherche et de développement de la Société sont disponibles dans les comptes annuels et notamment le rapport d'activité et en annexe 4.3.1.

#### **Développement de produits propriétaires**

En ce qui concerne, l'activité de développement de produits propriétaires à partir de sa plate-forme 3D-Screen, la Société poursuit ses recherches conformément aux attentes. La cible actuellement travaillée est le virus de

l'hépatite C avec deux programmes de recherche ciblant la polymérase et la protéase du virus de l'hépatite C. Pour cette activité au-delà de la plate-forme 3D-Screen, la Société a à sa disposition deux librairies de plus 25.000 molécules.

En ce qui concerne la polymérase, la Société a découvert plusieurs molécules pouvant avoir une activité antivirale in vitro. Parmi ces molécules, des premières têtes de série ont été sélectionnées et ont été étudiées dans le cadre d'étude structure/activité. La spécificité et le pouvoir anti-viral de ces têtes de série doit être encore confirmé par des tests complémentaires.

D'autre part, la Société a un deuxième programme qui vise la protéase du virus de l'hépatite C. Ce programme a démarré après celui de la cible polymérase.

### **1.5 L'introduction en bourse**

Un des événements majeurs de l'année 2007 fut l'introduction en bourse de la Société. Les actions de la Société ont été admises aux négociations sur Euronext Paris de NYSE EURONEXT (Compartiment B) le 28 juin 2007 (première cotation). La Société a réalisé une augmentation de capital de 29 millions d'euros. Le titre a été sur souscrit 6,1 fois pour les particuliers et 7,5 fois pour les institutionnels.

### **1.6 La propriété intellectuelle**

La Société a déposé 3 demandes de brevet visant à protéger la plate-forme cellulaire EBx® de canard et son utilisation pour la production de protéines recombinantes notamment d'anticorps monoclonaux :

- « Lignées cellulaires de canard dérivant de cellules souches pour la production de vaccins viraux » (demande de brevet en Europe n°EP07300979 du 24 avril 2007)
- « Expression de protéines recombinantes dans les cellules aviaires EBx® » (demande de brevet en Europe n° EP07301058 du 21 mai 2007 et demande de brevet aux USA déposée le 29 février 2008).

Au cours de l'exercice, Vivalis a également procédé à l'extension internationale de deux demandes de brevet dont la demande « Lignées cellulaires aviaires dérivant de cellules germinales primordiales pour la production de substances d'intérêt » (PCT/EP2007/054898).

La Société a obtenu la délivrance d'une demande de brevet qui couvre en Europe notamment l'obtention de cellules souches aviaires modifiées par recombinaison homologe dans le locus de l'ovalbumine ou du lysozyme pour la production de protéines recombinantes d'intérêt.

Vivalis a par ailleurs obtenu de l'Université d'Etat de Caroline du Nord une licence exclusive sur un portefeuille de brevets décrivant une méthode pour produire des cellules aviaires indifférenciées en utilisant des cellules germinales primordiales (PGC). La Société renforce ainsi la protection de sa plate-forme EBx®.

## **2 – EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE**

### **Revenus d'exploitation :**

Au préalable il est rappelé que les produits d'exploitation ne sont pas représentatifs du développement de Vivalis et qu'ils seront irréguliers d'une année sur l'autre, tant que Vivalis ne touchera pas de royalties de la vente de produits par ses clients. En effet, les revenus actuels qui proviennent principalement des forfaits initiaux et des paiements d'étapes dans le cadre des contrats de licence de la plate-forme EBx® sont par définition irréguliers d'une année sur l'autre.

Les produits d'exploitation se montent à 3,2 M€ sur 2007, contre 4,8 M€ en 2006 et 5,3 M€ en 2005. Ces produits intègrent les subventions d'exploitation ainsi que la production immobilisée concernant les coûts

relatifs aux programmes de développement de la société. Le montant de ce dernier produit d'exploitation représente 1.4 M€ des produits d'exploitation, contre 1.7 M€ en 2006 et 1.4 M€ en 2005.

Les revenus des contrats de licences représentent 0.8 M€ contre 1.1 M€ en 2006, et 2.7 M€ en 2005 correspondent aux étapes des contrats.

Les subventions d'investissements ne sont pas comprises dans ces montants, elles sont intégrées dans les revenus exceptionnels. Elles représentent 0.2 M€, un montant du même ordre de grandeur que celui de l'exercice 2006.

Le crédit d'impôt n'est pas intégré non plus. Il représente un montant global de 1M€, en forte augmentation par rapport à l'exercice 2006 (0 M€). Le montant 2007 tient compte d'une déclaration rectificative 2006 pour un impact de 0.1 M€, Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) reflète les efforts importants de Recherche et Développement effectué par la Société en 2007. Le montant 2007 tient compte d'une déclaration rectificative 2006 pour un impact de 0.1 M€.

### **Charges d'exploitation :**

Conformément à la stratégie présentée par la société lors de son introduction en bourse, les charges d'exploitation ont progressé en 2007 en raison de l'accélération du développement de la société.

Les charges d'exploitation représentent 7.2 M€ au 31 décembre 2007, contre 5.3 M€ à la même période de l'exercice précédent et 4.9 M€ au 31/12/2005. La variation entre 2006 et 2007 est importante (37,2%), et reflète les efforts de développement de la société Vivalis. Elle concerne trois domaines essentiellement :

- les charges salariales qui augmentent de 24.5% sur l'exercice 2007, soit 0.5 M€, l'effectif moyen est passé de 37 à 46 personnes entre l'exercice 2006 et l'exercice 2007. L'effectif présent est quant à lui passé de 45 à 49 personnes de fin décembre 2006 à fin décembre 2007. Ces charges sont appelées à progresser, la société prévoyant un plan de recrutement, essentiellement dédié aux activités de recherche.
- les charges d'amortissements qui augmentent de 62.5 % soit 0.5 M€, elles s'élèvent à 1.3 M€ contre 0.8 M€ au 31/12/2006. Cela résulte d'une part de l'augmentation des immobilisations corporelles qui passent en valeur brute de 6.1 M€ à 7 M€ entre le 31/12/2006 et le 31/12/2007, (+0.9 M€ notamment d'augmentation du poste « Matériels et Outillages »). Cela concerne également la revalorisation des droits et concessions obtenus auprès de l'INRA et du NCSU, suite à la prise en compte de la signature des accords grippe (+1.4 M€, soit 0.1 M€ de dotations supplémentaires en 2007), ainsi que les amortissements plus importants des programmes de développement (0.5 M€ de dotations aux amortissements supplémentaires)
- L'accélération du rythme des programmes induit également une augmentation des achats de matières premières et approvisionnement pour 0.2 M€ (+34.3%) ainsi que des autres achats et charges externes (+0.6 M€ soit +43.4%)

A titre d'information complémentaire pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2007, certaines informations analytiques ont été établies :

**Frais généraux et administratifs** : ils s'élèvent à 1.8 M€ soit 24.3 % des charges d'exploitations de la société Vivalis. Ils représentaient 1.3 M€ pour l'ensemble de l'exercice 2006. Les effectifs administratifs et commerciaux représentent 18% des effectifs totaux de l'entreprise contre 20 % au 31/12/2006.

**Frais de recherche et développement** : ils s'élèvent à 5.4 M€ soit 75.7 % des charges d'exploitations de la société Vivalis. A titre de comparaison les frais de recherche et de développement étaient de 4 M€ au titre de l'exercice fiscal 2006 et 3.6 M€ au titre de l'exercice 2005. Ces chiffres reflètent l'augmentation des efforts de développement de programmes au sein

de l'entreprise, qui s'articulent autour de 3 axes principaux : le développement de nouvelles lignées cellulaires EBx®, l'utilisation des lignées cellulaires EBx® pour la production d'anticorps et enfin le programme de découverte de nouvelles molécules antivirales focalisé en premier lieu sur le virus de l'hépatite C. L'équipe de recherche de Vivalis représente 40 personnes au 31/12/2007, soit environ 82% des effectifs de la société.

#### **Résultat financier :**

Il est plus important que ceux des périodes précédentes : +280 K€ contre -23 K€ au 31/12/2006 et +43 K€ au 31/12/2005. En dépit d'un endettement qui augmente (+800 K€ de nouveaux emprunts en 2007, pour un solde bilantiel de 3.7 M€ au 31/12/2007), le résultat financier progresse grâce aux produits financiers obtenus par la gestion de la trésorerie issue de l'introduction en bourse de la Société.

#### **Résultat exceptionnel :**

Il est de -507 K€ contre +236 K€ au 31/12/2006 et -661 K€ au 31/12/2005. Il est composé de trois éléments majeurs. Premièrement la quote-part des subventions d'investissement virée au résultat (+175 K€ au 31/12/2007 contre +149 K€ au 31/12/2006 et 115 K€ au 31/12/2005), qui ne présente pas de caractère linéaire et est dépendant de l'avancée des programmes objets des subventions. Deuxièmement les amortissements dérogatoires sur les frais de développement immobilisés représentent -446 K€ au 31/12/07, soit le même ordre de grandeur qu'au 31/12/2006 (-483 K€) ou même au 31/12/2005 (-411 K€). Enfin, des éléments non récurrent d'un exercice à l'autre interviennent : en 2006 un abandon de créance avait induit un produit exceptionnel de +504 K€, contre +100K€ en 2005, une réévaluation des programmes immobilisés a amené une charge exceptionnelle de 237 K€ en 2007

#### **Perte nette :**

La perte s'établit à 3.3 M€ au 31/12/2007 contre une perte de 0.3 m€ au 31/12/2006 et une perte de 0.04 M€ au 31/12/2005. La perte nette de base par action ordinaire s'établit à 0.28 € contre 3.52 € au 31/12/2006 et 0.51 € au 31/12/2005. Il est à remarquer qu'une division par 100 du nominal de la société, accompagnée corrélativement d'une multiplication par 100 du nombre d'actions de la société a été votée en Assemblée Générale en date du 31/03/2007.

#### **Liquidités et Trésorerie :**

La variation nette de trésorerie s'est élevée à +23.2 M€ sur 2007, contre -3.2 M€ au titre de l'exercice clôturant au 31/12/2006 et +2.6 M€ pour l'exercice 2005.

Au 31 décembre 2007, la trésorerie disponible et les Valeurs mobilières de placement s'élevaient à 24.9 M€. La trésorerie nette perçue grâce à l'augmentation de capital de la Société et son introduction en bourse sur Nyse Euronext, le 29 juin 2007, nette des commissions de banques, s'est élevée à 27m€.

Ce montant permettra d'assumer le développement interne des activités de la société pour les 4 exercices à venir.

#### **Endettement :**

L'endettement est de 3.690 M€ au 31 décembre 2007 contre 3.338 M€ au 31 décembre 2006. Le ratio endettement/capitaux propres est de 11,3% au 31 décembre 2007 contre 37,7% au 31 décembre 2006 et ce malgré une augmentation de la dette financière de 10,5%.

L'endettement est constitué à 15,3% de dette de plus d'un an, à 59,5% de dettes d'une durée comprise entre 1 année et 5 ans et de 25,2% de dettes de plus de 5 ans.

La Société n'a pas souscrit de contrat de couverture de taux.

### **3 - RISQUES ET INCERTITUDES**

Les risques et incertitudes auxquels est exposée la Société sont décrits ci-dessous.

#### **3.1 RISQUES LIES A L'ACTIVITE DE LA SOCIETE**

##### ***Risques d'échec ou de retard de développement de la plateforme technologique EBx®***

Les autorités de santé européennes ou américaines n'ont pas encore été amenées à donner une autorisation d'injection à l'homme d'un vaccin produit sur les lignées cellulaires EBx® et la Société n'a pas encore informé la *Food and Drug Administration* (FDA) américaine de son intention de lui faire parvenir prochainement un *Biological Master File* (BMF) sur la lignée cellulaire EBx® de poule et sur la lignée cellulaire EBx® de canard. Aucun de ses clients n'a à ce stade été amené à déposer une demande de première administration à l'homme d'un produit ou d'un médicament produit sur une des lignées cellulaires EBx®. Toute difficulté du premier licencié de la Société à obtenir une IND (*Investigational New Drug application* - autorisation d'administrer un produit à l'homme dans le cadre d'un essai clinique) se référant à ce BMF ou l'équivalent d'une IND en Europe pourrait se traduire par la nécessité de travaux complémentaires, retarder le développement du licencié de Vivalis voire provoquer une rupture des relations avec ce licencié comme avec d'autres licenciés informés de cet état de fait.

Certains licenciés de Vivalis s'intéressent spécifiquement à la lignée cellulaire EBx® de canard dont le développement n'est pas totalement abouti. Rien ne permet à la Société de garantir que ce développement aboutira dans des délais compatibles avec les prises de décision de ces licenciés de Vivalis. Un quelconque problème de développement de cette nouvelle lignée pourrait avoir des conséquences commerciales importantes. Tout échec ou retard dans le développement de la plateforme technologique EBx® pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

##### ***Risques de développement des produits des licenciés de la Société***

Le développement de nouveaux médicaments (vaccins ou protéines thérapeutiques) est un processus long, coûteux et incertain dont l'objectif est pour l'essentiel de démontrer le bénéfice thérapeutique et l'innocuité de ces médicaments.

Si les produits des licenciés de la Société se révélaient moins efficaces qu'initialement prévus ou s'ils entraînaient des effets secondaires inacceptables, les licenciés de Vivalis pourraient stopper les développements de ces produits. Vivalis ne percevrait pas dans une telle hypothèse l'ensemble des paiements d'étape attendus sur les développements en question et, a fortiori, elle ne percevrait pas non plus les *royalties* sur les ventes du produit final lors de sa commercialisation, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

##### ***Risques de développement des produits de la Société***

Le développement de nouvelles molécules antivirales identifiées au moyen de la plateforme 3D-Screen est également un processus en plusieurs phases, long, coûteux et incertain. La Société estime qu'au mieux un minimum de deux années de développement sont encore nécessaires pour qu'elle soit en mesure de commercialiser ces molécules.

Un échec ou retard dans le développement de ce programme aurait un impact significatif sur le potentiel de développement à moyen et long terme de Vivalis.

### ***Risque de dépendance vis-à-vis de l'activité de licence de lignées cellulaires EBx®***

A la date d'enregistrement du présent document de référence, les technologies les plus avancées ayant franchi le processus de développement et étant au stade de commercialisation sont les lignées cellulaires EBx®, étant précisé que la valorisation de cette plateforme repose principalement sur les huit licences commerciales accordées à ce jour.

Le développement de ces lignées cellulaires a exigé et continuera d'exiger de la part de la Société des investissements significatifs en temps et en ressources financières ainsi que l'implication d'un personnel très qualifié. Le futur succès de la Société et sa capacité à générer des revenus dépendront de la réussite technique et commerciale de ce produit et notamment de la survenance de plusieurs facteurs, tels que :

- la conclusion de futures licences ;
- l'obtention auprès des autorités réglementaires d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) de médicaments produits sur les lignées cellulaires EBx® pour des clients de la Société ; et
- la production, à l'échelle industrielle et en quantités suffisantes, de lots pharmaceutiques de médicaments grâce aux lignées cellulaires EBx®, de qualité constante et reproductible.

Si la Société ne parvient pas à développer plus avant et à commercialiser ses lignées cellulaires EBx®, son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives pourraient être significativement affectés.

### ***Risque de dépendance vis-à-vis des partenariats stratégiques actuels et futurs***

Afin de développer et de commercialiser ses produits, la Société a été amenée à conclure des accords de collaboration, des licences de recherche et des licences commerciales avec des sociétés biopharmaceutiques et pharmaceutiques et, plus rarement, avec des institutions académiques. Ces accords sont nécessaires pour la recherche, le développement, la fabrication et la commercialisation des produits de la Société. La Société pourrait échouer à maintenir les accords en vigueur ou ne pas réussir à en établir de nouveaux à des conditions acceptables. De plus, ses accords de collaboration, de recherche et de licence existants et futurs pourraient ne pas porter leurs fruits. Si la Société était dans l'incapacité de maintenir en vigueur ses accords de collaboration, de recherche et de licence existants ou de conclure de nouveaux accords, elle devrait étudier des conditions de développement et de commercialisation alternatives, ce qui pourrait freiner voire limiter sa croissance et augmenter ses besoins en capitaux.

La Société ne peut contrôler ni l'importance ni le calendrier des ressources que ses partenaires existants ou futurs consacrent et consacreront à la recherche, au développement (notamment pré-clinique et clinique), à la fabrication et à la commercialisation de médicaments ayant recours à ses produits. Ces partenaires pourraient ne pas remplir leurs obligations comme la Société l'a anticipé. C'est pourquoi la Société pourrait être confrontée à des retards significatifs ou ne pas réussir à introduire ses produits sur certains marchés.

Par ailleurs, ses partenaires poursuivent parfois des technologies alternatives et concurrentielles, seuls ou en collaboration avec d'autres, aucune clause dans les contrats conclus par la Société n'obligeant ses partenaires à recourir à la technologie qui leur est licenciée par la Société. Le succès ou les qualités perçues d'une technologie alternative peuvent inciter le partenaire de la Société à abandonner ou réduire ses efforts sur ses partenariats avec la Société.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### ***Risques liés à la nécessité de conserver, d'attirer et de retenir le personnel clé***

Le succès de la Société dépend largement du travail et de l'expertise des membres de la direction et du personnel scientifique clé, en particulier, le Président du Directoire, Franck Grimaud, et le Directeur scientifique et membre du Directoire de la Société, Majid Mehtali. La perte de leurs compétences pourrait altérer la capacité de la Société à atteindre ses objectifs.

Par ailleurs, la Société aura besoin de recruter de nouveaux cadres dirigeants et du personnel scientifique qualifié pour le développement de ses activités, et au fur et à mesure que la Société s'étendra dans les domaines qui nécessitent un surcroît de compétences, tels que le marketing, la fabrication et les affaires réglementaires.

La Société est en concurrence avec d'autres sociétés, organismes de recherche et institutions académiques pour recruter et retenir les personnels scientifiques, techniques et de gestion hautement qualifiés. Dans la mesure où cette concurrence est très intense, la Société pourrait ne pas être en mesure d'attirer ou de retenir ces personnels clés à des conditions qui soient acceptables d'un point de vue économique.

L'incapacité de la Société à conserver, attirer et retenir ces personnes clés pourrait l'empêcher globalement d'atteindre ses objectifs et ainsi avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

#### ***Risques liés à la gestion de la croissance interne de la Société***

Si la Société est en mesure de faire croître son activité de manière significative, elle aura besoin de recruter du personnel et d'étendre ses capacités opérationnelles, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes.

A cet effet, la Société devra notamment :

- former, gérer, motiver et retenir un nombre d'employés croissant ;
- anticiper les dépenses liées à cette croissance ainsi que les besoins de financement associés ;
- anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ; et
- augmenter la capacité de ses systèmes informatiques opérationnels, financiers et de gestion existants.

L'incapacité de la Société à gérer la croissance, ou des difficultés inattendues rencontrées pendant son expansion, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

#### ***Risques liés aux acquisitions***

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie, la Société n'exclut pas de procéder à des acquisitions sélectives, en Europe et ailleurs, de sociétés, de produits ou de technologies complémentaires.

La mise en œuvre de cette stratégie dépend, en partie, de la capacité de la Société à identifier les sociétés, produits ou technologies pertinentes, à réaliser ces acquisitions à des conditions satisfaisantes et à les intégrer dans ses opérations ou ses technologies. La mise en œuvre d'une stratégie de poursuite d'opportunités de croissance externe pourrait imposer des contraintes importantes à son management, ses systèmes de gestion et d'exploitation. La Société pourrait également éprouver des difficultés à intégrer ces acquisitions dans ses propres opérations. Par ailleurs, la Société pourrait avoir à financer de telles acquisitions en contractant des emprunts, ou en émettant des titres de capital, ce qui pourrait lui imposer certaines restrictions ou avoir un impact dilutif pour ses actionnaires.

L'incapacité de la Société à intégrer de telles acquisitions pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

#### ***Risques liés à la concurrence***

Les marchés dans lesquels évolue la Société, à savoir la fourniture de lignées cellulaires à des fabricants de vaccins et de protéines thérapeutiques, ainsi que la recherche et le développement de médicaments antiviraux, se caractérisent par l'évolution rapide des technologies, la prédominance de produits protégés par des droits de propriété intellectuelle et une concurrence intense. De nombreuses structures, laboratoires pharmaceutiques, sociétés de biotechnologie, institutions académiques et autres organismes de recherche, sont activement engagées dans la découverte, la recherche, le développement et la commercialisation de produits de technologies de bio-production et de molécules antivirales. Les technologies ou produits de la Société entrent en concurrence avec un certain nombre de technologies de production ou de thérapies établies. Ces technologies ou ces produits pourraient aussi se trouver en concurrence avec un certain nombre de technologies de production et de thérapies innovantes en cours de développement ou récemment commercialisées, telles que par exemple les lignées cellulaires CHO pour la production de protéines, ou d'autres molécules anti-hépatite C.

Un grand nombre de clients de la Société sont aussi ses concurrents du fait qu'ils développent des technologies de production de vaccins et de protéines recombinantes concurrentes des lignées cellulaires EBx® et qu'ils



développent, produisent et commercialisent des vaccins, protéines thérapeutiques et médicaments antiviraux. De par leur taille et l'antériorité des technologies utilisées dans le développement des vaccins, ces concurrents bénéficient de ressources et d'une expérience en matière de gestion, de fabrication, de commercialisation et de recherche beaucoup plus importantes que celle de la Société.

Par ailleurs, la Société a connaissance d'efforts de recherches menées actuellement sur des lignées cellulaires différentes qui auraient des résultats similaires et constitueraient dès lors des concurrents des produits de la Société. Des sociétés concurrentes sont susceptibles de concurrencer la Société pour acquérir des droits sur des produits prometteurs, ainsi que sur d'autres technologies complémentaires.

Dans ces conditions, la Société ne peut garantir que ses technologies et ses produits et en particulier la lignée cellulaire EBx® dont aucune étude n'a démontré la supériorité économique :

- deviennent ou restent concurrentiels face à d'autres technologies ou produits développés par ses concurrents qui seraient plus efficaces dans leur production et leur commercialisation et qui s'avèreraient plus sûrs, plus efficaces ou moins coûteux ; ou
- ne soient pas rendus obsolètes ou non rentables par les progrès technologiques ou par d'autres thérapies développées par ses concurrents.

De tels événements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### ***Risques Industriels liés à l'environnement et à l'utilisation de substances dangereuses***

Les activités de recherche et développement de la Société l'exposent à des risques chimiques et biologiques et la contraignent à des mesures de prévention et de protection des opérateurs et de gestion des déchets conformément aux réglementations en vigueur. Dans ce cadre, Vivalis a rédigé, en application du Code du travail, son « document unique » et ainsi évalué les différents risques pour les membres de son équipe à chaque poste de travail.

Dans le cadre de ses programmes de recherche et développement, la Société utilise des matières dangereuses et des matériaux biologiques, des solvants et autres produits chimiques potentiellement génotoxiques, et ses employés manipulent du matériel génétique recombiné et des organismes génétiquement modifiés ainsi que des virus. En conséquence, la Société est soumise à des législations et à des réglementations en matière d'environnement et de sécurité régissant l'utilisation, le stockage, la manipulation, l'émission et la mise au rebut des matières dangereuses, y compris les produits chimiques et biologiques. La Société est ainsi tenue de se conformer à de nombreuses dispositions législatives ou réglementaires concernant les matières dangereuses.

La Société est également soumise à des réglementations concernant l'utilisation et la manipulation d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la loi française. La France autorise l'utilisation et la manipulation d'organismes génétiquement modifiés sous condition de respect de mesures de confinement et de procédures opératoires destinées à protéger l'homme et l'environnement. Par conséquent, conformément à l'article L. 532-3 du Code de l'environnement, Vivalis demande pour chaque nouveau programme de recherche et de développement comprenant la manipulation d'organismes génétiquement modifiés l'autorisation d'utiliser de tels organismes. Cet agrément est délivré par la Commission de Génie Génétique qui validera non seulement le programme mais également le site dans lequel ce programme est réalisé (décret n° 93-774 du 27 mars 1993 modifié par le décret n° 2006-1346 du 7 novembre 2006). Dans le cadre de la délivrance de cet agrément, la Commission de Génie Génétique, sur proposition de la Société, opère un classement de l'organisme utilisé. En fonction de ce classement, la Commission de Génie Génétique vérifie que le site où cet organisme est manipulé et/ou utilisé répond aux normes de confinement applicables. A ce titre, Vivalis a demandé et reçu les autorisations nécessaires de la Commission de Génie Génétique pour l'ensemble des essais en cours.

En cas de non-respect des réglementations en vigueur, de non obtention ou de retrait des agréments nécessaires dans le cadre de ses activités, la Société serait soumise à des amendes et pourrait devoir suspendre tout ou partie de ses activités. Le respect des législations relatives à l'environnement, la santé et la sécurité lui impose des coûts complémentaires, et elle pourrait être amenée à engager des dépenses significatives pour se conformer aux législations et réglementations futures en matière d'environnement. La mise en conformité avec les législations et réglementations environnementales pourrait lui imposer d'acquérir des équipements, de modifier des installations et plus généralement d'engager d'autres dépenses importantes.

Bien que la Société estime que les procédures de sécurité qu'elle met en oeuvre pour le stockage, l'utilisation, le transport et l'élimination de produits dangereux, chimiques et biologiques et de déchets industriels soient en conformité avec la réglementation applicable, le risque d'accident ou de contamination accidentelle ne peut pas être totalement éliminé. En cas d'accident ou de contamination, la responsabilité de la Société pourrait être engagée, ce qui l'obligerait à engager des coûts potentiellement importants pour l'indemnisation des victimes et la réparation des dommages et pourrait avoir un impact négatif sur ses résultats et sa situation financière.

### **3.2 RISQUES FINANCIERS**

#### ***Historique des pertes opérationnelles - Risques liés aux pertes provisionnelles***

A l'exception des exercices clos les 31 décembre 2003 et 2005, la Société a enregistré des pertes opérationnelles depuis le début de ses activités en 1999. Au 31 décembre 2007, les pertes nettes cumulées (report à nouveau) s'élevaient à 2 152 K€ en ce non compris une perte nette de 3 268 K€ au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2007. Ces pertes résultent principalement des investissements significatifs en frais de recherche et en coûts de développement dans le cadre des deux activités qu'elle conduit actuellement ainsi que des recherches initialement engagées en matière de transgénèse aviaire durant les premières années d'existence de la Société.

La Société pourrait connaître de nouvelles pertes opérationnelles plus importantes que par le passé au cours des prochaines années, au fur et à mesure que ses activités de recherche et développement et de commercialisation se poursuivront, et en particulier du fait :

- du passage de certains de ses produits à des stades de développements pré-cliniques ou cliniques ;
- du développement de son activité d'identification de molécules thérapeutiques, consommatrice de ressources importantes en recherche et développement ;
- de l'accroissement des exigences réglementaires pour la fabrication et les essais de produits en phase déjà avancée de développement ;
- de l'accroissement de son portefeuille de produits par l'ajout de nouveaux produits pour de futurs développements ; et
- du développement de ses activités de recherche et développement et de l'achat de nouvelles technologies, produits ou licences.

L'augmentation de ces dépenses, particulièrement en cas d'interruption de l'une de ses sources de revenus, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

#### ***Besoins en capitaux et financements complémentaires incertains***

La Société a réalisé d'importants investissements depuis le début de son activité en 1999, ce qui a généré des flux de trésorerie négatifs notamment au cours de deux des trois dernières années. Les flux de trésorerie négatifs générés par l'exploitation de la Société se sont respectivement élevés à 3 565 K€ et 2.735 K€ pour les exercices clos au 31 décembre 2007 et 2006, l'année 2005 s'étant soldée par un solde positif de 681 K€. La Société anticipe dans un avenir proche des besoins en capitaux en vue de poursuivre ses activités de recherche et développement et la commercialisation de produits existants et nouveaux. Il se pourrait que la Société se trouve dans l'incapacité d'autofinancer sa croissance, ce qui la conduirait à rechercher d'autres sources de financement, en particulier par le biais de nouvelles augmentations de capital.

Ses besoins futurs en capitaux dépendront de nombreux facteurs, tels que :

- des coûts plus élevés et des progrès plus lents que ceux escomptés pour ses programmes de recherche et développement ;
- des coûts de préparation, de dépôt, de défense et de maintenance de ses brevets et autres droits de propriété intellectuelle ;

- des coûts pour répondre aux développements technologiques et du marché, pour conclure, dans les délais envisagés et maintenir en vigueur des accords de collaboration et pour assurer la fabrication et la commercialisation efficaces de ses produits ;
- des opportunités nouvelles de développement de nouveaux produits prometteurs ou d'acquisition de technologies, de produits ou de sociétés ; et
- des coûts plus élevés et des délais plus longs que ceux escomptés pour l'obtention des autorisations réglementaires, y compris le temps de préparation des dossiers de demande auprès des instances réglementaires.

Il se peut que la Société ne parvienne pas à lever des fonds suffisants à des conditions acceptables, voire à ne pas lever de fonds du tout, lorsqu'elle en aura besoin. Si les fonds nécessaires ne sont pas disponibles, la Société pourrait devoir :

- retarder, réduire voire supprimer des programmes de recherche et développement ou réduire ses effectifs ;
- fermer certains de ses sites ;
- obtenir des fonds par le biais d'accords de partenariat qui pourraient la forcer à renoncer à des droits sur certaines de ses technologies ou certains de ses produits, droits auxquels elle n'aurait pas renoncé dans un contexte différent ;
- accorder des licences ou conclure de nouveaux accords de collaboration qui pourraient être moins attrayants pour elle que ceux qu'il aurait été possible d'obtenir dans un contexte différent ; ou
- envisager des cessions d'actifs, voire un rapprochement avec une autre société.

De plus, dans la mesure où la Société pourrait lever des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires dans la Société pourrait être diluée. Le financement par endettement, dans la mesure où il serait disponible, pourrait aussi comprendre des conditions restrictives.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière, ses perspectives, ainsi que sur la situation de ses actionnaires.

### ***Risque de dilution***

Dans le cadre de la politique de motivation de ses dirigeants, employés et consultants, la Société a, depuis sa création, régulièrement attribué ou émis des options de souscription d'actions et des bons de souscriptions d'actions. La Société pourrait procéder à l'avenir à l'attribution ou à l'émission de nouveaux instruments donnant accès au capital, y compris des actions gratuites.

A la date du présent rapport, l'exercice de l'ensemble des instruments effectivement exerçables de la Société donnant accès au capital permettrait la souscription de 1.331.600 actions nouvelles. En conséquence, les instruments donnant accès au capital de la Société entraîneraient en cas d'exercice une dilution maximale d'environ 9,17 % du capital social. L'exercice des instruments donnant accès au capital en circulation, ainsi que toutes attributions ou émissions nouvelles entraîneraient une dilution significative pour les actionnaires.

### ***Risque de non encaissement des sommes promises dans le cadre des programmes de recherche subventionnés***

Dans le cas où la Société ne respecterait pas les conditions contractuelles prévues dans les conventions de subvention ou déciderait de ne plus poursuivre les programmes de recherche subventionnés ou aidés, la Société pourrait ne pas recevoir les aides prévues. Les organismes français ayant accordé des subventions pourraient également suspendre ou clore un programme en raison des résultats intermédiaires obtenus par ce programme ou par certains de ses membres.

Même si la Société ne bénéficie plus à la date d'enregistrement du présent document de référence de conventions dites d'avances remboursables de la part de l'OSEO-ANVAR au titre de ses programmes de recherche, il est possible qu'elle ait recours à de tels financements dans un avenir proche. Dans le cas où la Société ne respecterait pas les conditions contractuelles prévues dans ces conventions, elle pourrait être amenée à rembourser les sommes avancées.

Ces situations pourraient priver la Société des moyens financiers pour mener à bien ses recherches et développements. En effet, la Société n'aura pas nécessairement les moyens financiers supplémentaires disponibles ni le temps de remplacer ces ressources financières par d'autres.

### **3.3 RISQUES JURIDIQUES**

#### ***Risques liés aux brevets***

Une grande partie du portefeuille de brevets de la Société relatifs à ses technologies et aux produits obtenus est constituée de demandes de brevets en cours. Il n'y a aucune certitude que ces demandes donneront lieu à des brevets ou que si les brevets sont accordés ils ne seront pas contestés, invalidés ou contournés ou qu'ils procureront une protection efficace face à la concurrence et aux brevets de tiers couvrant des technologies similaires. L'absence d'une protection suffisamment étendue, l'invalidation ou le contournement de brevets pourrait avoir des effets négatifs sur la Société. En outre, le succès commercial de la Société dépendra notamment de sa capacité à développer des produits et technologies qui ne contrefassent pas de brevets de concurrents. La Société ne peut être certaine d'être la première à concevoir une invention et à déposer une demande de brevet, compte tenu du fait notamment que la publication des demandes de brevets est différée dans la plupart des pays à 18 mois après le dépôt des demandes.

Il est important, pour la réussite de son activité, que la Société soit en mesure d'obtenir, de maintenir et de faire respecter ses brevets et ses droits de propriété intellectuelle en Europe, aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Toutefois, il ne peut être exclu que :

- la Société ne parvienne pas à développer de nouvelles inventions brevetables ;
- les brevets délivrés ou concédés en licence à la Société ou à ses partenaires soient contestés et considérés comme non valables ou que la Société ne puisse pas les faire respecter ;
- les demandes de brevets n'aboutissent pas à des brevets accordés ;
- l'étendue de la protection conférée par un brevet soit insuffisante pour protéger la Société contre les contrefaçons ou la concurrence ;
- des tiers revendiquent des droits sur des brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle que la Société détient en propre, ou sur lesquels elle bénéficie d'une licence.

La délivrance d'un brevet ne garantit pas sa validité ou son application et des tiers pourraient mettre en cause ces deux aspects. Des actions en justice ou auprès des offices compétents pourraient s'avérer nécessaires pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle de la Société, protéger ses secrets commerciaux ou déterminer la validité et l'étendue de ses droits de propriété intellectuelle. Tout litige pourrait entraîner des dépenses considérables, réduire les bénéfices de la Société et ne pas apporter la protection recherchée. Les concurrents de la Société pourraient contester avec succès la validité de ses brevets, qui lui ont été délivrés ou concédés en licence, devant un tribunal ou dans le cadre d'autres procédures. Cela pourrait réduire la portée de ces brevets. De plus, ces brevets pourraient être contrefaits ou contournés avec succès. En conséquence, les droits de la Société sur des brevets accordés pourraient ne pas conférer la protection attendue contre la concurrence.

La question des brevets dans le domaine de la biologie est très complexe et pose des problèmes juridiques, scientifiques et factuels. Bien qu'il existe des tendances générales afin d'uniformiser l'approche dans le domaine des brevets portant sur la brevetabilité des inventions dans le domaine des cellules et de leurs utilisations par les trois grands organismes de brevets mondiaux aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, il existe encore dans ce domaine des incertitudes, notamment quant à l'interprétation de la portée des revendications qui pourront être accordées, question qui relève encore du droit national.

De plus, des évolutions ou des changements d'interprétation des lois régissant la propriété intellectuelle en Europe, aux Etats-Unis ou dans d'autres pays pourraient permettre à des concurrents d'utiliser les découvertes de la Société, de développer ou de commercialiser les produits de Vivalis ou ses technologies sans compensation financière. Les lois de certains pays ne protègent pas les droits de propriété intellectuelle de la même manière qu'en Europe ou aux Etats-Unis, et les procédures et règles nécessaires à la défense des droits de Vivalis peuvent ne pas exister dans ces pays.

#### ***Dépendance à l'égard de tiers et accès à certaines technologies***

La Société a obtenu des licences pour certaines technologies entrant dans le cadre de certains de ses projets. Vivalis prévoit qu'il lui faudra peut-être obtenir des licences complémentaires sur des brevets tiers pour éventuellement poursuivre sa recherche et son développement ainsi que la commercialisation de certains de ses produits antiviraux. Si ces licences ne pouvaient être obtenues à des conditions acceptables, Vivalis pourrait ne pas être en mesure de poursuivre certains développements et la commercialisation de certains de ses produits. En outre, ses concédants peuvent être en droit de résilier ces accords si Vivalis ne respecte pas ses obligations contractuelles. Enfin, des clauses comportent des modalités de mise en œuvre différentes en fonction des contrats. En particulier, les contrats de licence avec l'INRA / CNRS / ENS de Lyon contiennent une clause prévoyant expressément la faculté pour le co-contractant de dénoncer le contrat si un tiers non-européen venait à prendre le contrôle de la Société.

En particulier, des technologies connexes à la plateforme EBx® de la Société sont licenciées à la Société. Si la Société ne parvenait pas à payer les minima prévus aux contrats respectifs, les sociétés titulaires de ces technologies connexes pourraient remettre en cause ces licences.

La résiliation d'une licence ou l'incapacité de la Société à obtenir une licence nécessaire pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société.

Au fur et à mesure que l'industrie de la biotechnologie cellulaire se développe, de nouveaux brevets couvrant des technologies et des produits sont accordés. La probabilité s'accroît donc de voir les technologies et les produits de la Société confrontés aux risques de la contrefaçon de brevets de tiers, particulièrement des brevets couvrant de nouvelles techniques de production de vaccins viraux ou de protéines recombinantes, des éléments spécifiques de ces techniques ou l'utilisation de plateforme de criblage de composés d'intérêt, notamment à visée thérapeutique. Des tiers peuvent être ou pourraient devenir propriétaires ou contrôler ces brevets ou demandes de brevets, ou autres droits de propriété intellectuelle aux Etats-Unis, en Europe, ou dans d'autres pays. Des plaintes pourraient être déposées contre la Société ou ses partenaires par de telles personnes, ce qui pourrait entraîner des coûts substantiels.

Si ces poursuites sont menées à leur terme, la Société pourrait être obligée d'arrêter ou de retarder la recherche, le développement, la fabrication ou la vente des produits ou candidats produits (ou encore de procédés) visés par ce procès, ce qui affecterait de façon significative ses activités.

Toute action à l'encontre de la Société en versements de dommages intérêts ou en vue d'obtenir la cessation de ses activités de fabrication ou de commercialisation de produits ou procédés ainsi incriminés, voire l'obligation de solliciter une licence d'un tiers pour pouvoir poursuivre les activités, pourrait affecter négativement les perspectives et les finances de la Société. Il n'y a aucune assurance que la Société pourrait prévaloir dans une telle situation ni qu'elle serait en mesure d'obtenir une licence à des conditions économiques acceptables et qu'elle ne serait pas empêchée de façon ou d'autre de fabriquer, de vendre des produits ou licencier des technologies incriminées. De plus, la Société pourrait devoir chercher à faire valoir ses propres brevets à l'encontre des contrefacteurs.

De nombreux litiges et poursuites portant sur la violation des droits de propriété intellectuelle sont intentés dans l'industrie pharmaceutique et biotechnologique. En plus des poursuites intentées directement contre la Société, cette dernière pourrait être partie à une procédure ou à un litige telle qu'une procédure d'opposition de l'Office Européen des Brevets (OEB) ou d'interférence de l'Office américain des Brevets (USPTO) concernant les droits de propriété intellectuelle de ses produits et technologies. Même si ces litiges et procédures étaient résolus en faveur de la Société, les coûts de défense pourraient être substantiels. Certains des concurrents de Vivalis disposent de ressources plus importantes que la Société et pourraient mieux supporter les coûts d'une procédure complexe. De telles procédures ou de tels litiges pourraient également être très consommateurs de temps pour les dirigeants de la Société. Les incertitudes liées à la mise en œuvre ou à la poursuite d'une procédure ou d'un litige dans ce domaine pourraient avoir un effet négatif important sur la compétitivité de la Société.

### ***Risques spécifiques liés à des brevets et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers***

Tout litige ou revendication intenté contre la Société, quelle qu'en soit l'issue, pourrait entraîner des coûts substantiels et compromettre sa réputation. Certains de ses concurrents disposant de ressources plus importantes que les siennes pourraient être capables de mieux supporter qu'elle les coûts d'une procédure complexe. Tout litige de ce type pourrait gravement affecter sa faculté à poursuivre son activité. Plus spécifiquement, des litiges sur la propriété intellectuelle pourraient obliger la Société à :

- cesser de vendre ou utiliser l'un quelconque de ses produits qui dépendrait de la propriété intellectuelle contestée, ce qui pourrait réduire ses revenus ;
- obtenir une licence de la part du détenteur des droits de propriété intellectuelle, licence qui pourrait ne pas être obtenue à des conditions raisonnables, voire pas du tout ; et
- concevoir à nouveau ou dans le cas de revendications concernant des marques déposées, renommer ses produits afin d'éviter d'empiéter sur les droits de propriété intellectuelle de tiers, ce qui pourrait s'avérer impossible ou être coûteux en terme de temps et de ressources financières et pourrait donc faire obstacle à ses efforts de commercialisation.

La Société pourrait ne pas être en mesure de générer des revenus à partir de produits basés sur ses technologies ou à partir de ses propres produits si un tiers n'accorde pas à la Société ou à ses licenciés une licence nécessaire, ou propose une telle licence à des conditions non acceptables. Avant de pouvoir commercialiser certains de ses produits, la Société pourrait avoir besoin d'obtenir des licences de la part de tiers qui possèdent des brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle. Par exemple, en ce qui concerne la problématique des brevets, des tiers ont déposés ou sont susceptibles de déposer des demandes de brevets recouvrant les technologies que la Société souhaite utiliser ou des produits qui sont similaires aux produits qui pourraient être développés en utilisant les technologies de la Société. Si ces demandes de brevets devaient aboutir à l'octroi d'un brevet, la Société devrait obtenir une licence de la part de son propriétaire pour utiliser cette technologie brevetée. Ces licences pourraient ne pas être disponibles, la Société pourrait devoir modifier ses technologies et produits potentiels, ou éviter ou stopper la conduite de certaines activités. Les licenciés de la Société pourraient connaître des problèmes identiques.

Les marques de la Société sont des éléments importants de l'identité de la Société et de ses produits. Quand bien même les principaux éléments de ses marques ont été déposés en France, en Europe et aux Etats-Unis, d'autres sociétés du secteur pharmaceutique pourraient utiliser ou tenter d'utiliser des éléments de cette marque, et créer ainsi une confusion dans l'esprit des tiers.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### ***Risques liés à des conflits potentiels avec les licenciés pouvant affecter les relations de la Société avec ses licenciés actuels ou potentiels***

La Société a accordé de nombreuses licences à des industriels qui lui seront redevables de paiements d'étape (« *milestones* ») et de versements d'un pourcentage sur les ventes de produits futurs (« *royalties* ») si les développements des vaccins basés sur la plateforme EBx® continuent à progresser favorablement et aboutissent à des produits commercialisés. La Société pourrait rencontrer des difficultés dans le recouvrement des sommes ainsi dues par ses licenciés. La Société dépend en effet largement de ses licenciés quant à l'obtention d'informations portant sur le développement de leurs produits incorporant ses technologies et produits. Dans l'hypothèse où ses licenciés ne l'informeront pas des avancées des développements qu'ils conduisent, la Société ne serait pas en mesure de demander les paiements auxquels elle a droit. La Société pourrait aussi devoir dépenser des sommes importantes afin de recouvrer les montants qui lui seraient dus, ou, pourrait ne pas parvenir à les recouvrer.

Les licenciés de la Société pourraient contester l'étendue des licences accordées, ce qui pourrait affecter négativement leurs relations et celles avec d'autres licenciés, et pourrait également avoir un effet sur la capacité de la Société à octroyer des licences supplémentaires à d'autres sociétés.

***Risques liés à l'incapacité de protéger la confidentialité des informations de la Société et de son savoir-faire***

La Société fournit régulièrement des informations et des matériaux à des entités publiques ou privées dans le but de conduire certains tests aux fins de recherche ou de validation de projets commerciaux. Dans les deux cas, la Société a recours à la signature d'accords de confidentialité. Son activité dépend également de technologies, procédés, savoir-faire et données propres non brevetés que la Société considère comme des secrets commerciaux et qu'elle protège en partie par des accords de confidentialité avec ses employés, ses consultants et certains partenaires et sous-traitants. Il ne peut être exclu que ces accords ou autres modes de protection des secrets commerciaux n'assurent pas la protection recherchée ou soient violés, que la Société n'ait pas de solutions appropriées contre de telles violations, ou que ses secrets commerciaux soient divulgués à ses concurrents ou développés indépendamment par eux.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

***Risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du fait des produits***

Même si la Société n'a pas pour l'instant de produits en cours d'évaluation clinique, elle pourrait à l'avenir être exposée à des risques de mise en jeu de sa responsabilité lors du développement clinique de ses produits antiviraux, en particulier la responsabilité du fait des produits, liée aux essais, à la fabrication et à la commercialisation de produits thérapeutiques chez l'homme et chez l'animal. Sa responsabilité pourrait également être engagée au titre des essais cliniques dans le cadre de la préparation des produits thérapeutiques testés et des effets secondaires inattendus résultant de l'administration de ces produits. Des plaintes ou des poursuites pourraient être déposées ou engagées contre la Société par des patients, les agences réglementaires, des sociétés biopharmaceutiques et tout autre tiers utilisant ou commercialisant ses produits. Ces actions peuvent inclure des plaintes résultant d'actes de ses partenaires, licenciés et sous-traitants, sur lesquels la Société n'exerce pas ou peu de contrôle. La Société ne peut garantir que sa couverture d'assurance actuelle soit suffisante pour répondre aux actions en responsabilité qui pourraient être engagées contre elle. Si sa responsabilité ou celle de ses partenaires, licenciés et sous-traitants était ainsi mise en cause, si elle-même ou si ses partenaires, licenciés et sous-traitants n'étaient pas en mesure d'obtenir et de maintenir une couverture d'assurance appropriée à un coût acceptable, ou de se prémunir d'une manière quelconque contre des actions en responsabilité du fait des produits, ceci aurait pour conséquence d'affecter gravement la commercialisation de ses produits et plus généralement de nuire à ses activités, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

***Litiges***

Il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société a connaissance qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Vivalis.

***Risques liés aux problématiques éthiques, juridiques ou sociales liées à l'utilisation de technologies génétiques et de matériaux animaux pouvant affecter les autorisations réglementaires, la brevetabilité ou l'acceptation par le marché de la technologie de la Société***

La réussite de la commercialisation des technologies et produits de la Société dépend en partie de l'acceptation par le marché de ses technologies et produits pour la prévention ou le traitement de maladies affectant les humains et les animaux. L'utilisation de technologies génétiques et de matériaux d'origine animale pourrait soulever des problématiques éthiques, juridiques ou sociales, et pourrait ainsi affecter la réussite de la commercialisation des technologies et produits de la Société.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité de la Société, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### 3.4 RISQUES DE MARCHE

#### Risque de taux de change

La Société est peu exposée au risque de change du dollar US ou de tout autre devise, l'équivalent d'environ 150 K€ de ses dépenses opérationnelles étant libellées en devises autres que l'euro et la totalité de ses revenus étant libellés en euros, en 2007. Cette exposition pourrait cependant s'accroître si la Société développait ses activités aux Etats-Unis, premier marché mondial des biomédicaments ou sur d'autres marchés sur lesquels il est habituel que les échanges commerciaux soient libellés en devises autres que l'euro. De plus, si la Société réussissait à commercialiser des produits supplémentaires aux Etats-Unis, elle pourrait réaliser une partie de son chiffre d'affaires en dollars américains.

Ainsi la Société n'a pris, à ce stade de son développement, aucune disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de change. La Société suivra l'évolution de son exposition au risque de change en fonction de l'évolution de sa situation. La stratégie de la Société est d'utiliser l'euro comme devise principale dans le cadre de la signature de contrats. Cependant, la Société pourrait éventuellement souscrire des contrats de couverture de change dans le futur, si le besoin apparaissait, et si les risques étaient jugés significatifs. Si elle devait ne pas parvenir à prendre des dispositions de couverture efficaces dans le futur, ses résultats d'exploitation pourraient en être altérés.

#### Risque de taux d'intérêts

La Société est exposée à des risques de marché dans le cadre de la gestion à la fois de ses liquidités et de ses dettes à moyen et long terme.

Concernant les liquidités, le risque de taux est piloté par des procédures de suivi et de validation existantes au niveau de la Société. Ce risque est géré par la direction financière de Vivalis qui s'appuie sur des équipes du Groupe Grimaud La Corbière (ci-après le « Groupe Grimaud »). Les liquidités sont investies dans les outils suivants : OPCVM (SICAV et FCP), Certificats de Dépôts Négociables et Bons à Moyen Terme Négociables offrant une grande qualité de signature. Le détail de ces outils ainsi qu'une analyse de leur nature, de leur risque et de leur volatilité est fourni en annexe des comptes 2007 ( Chapitre 20 Annexe aux comptes 2007 n° 4.3.7).

La Société s'est par ailleurs endettée afin de financer ses investissements. Le montant des dettes financières d'emprunt au 31 décembre 2007 s'élève à 3.690 K€, dont 316 K€ sont à taux fixe. Ces emprunts ont notamment servi au financement de la construction du laboratoire sur le site de la Chauvinière en 2005 et de son équipement pour un montant de 2.728 K€ ainsi que pour d'autres équipements pour 609 K€.

La Société n'a signé aucun contrat de couverture de taux d'intérêt au 31 décembre 2007, elle est donc exposée à un risque de taux sur ses emprunts. Cependant son exposition nette (Passifs Financiers- Actifs Financiers) aboutit à une position positive étant donné sa forte trésorerie.

En K€	JJ à 1 an***	1 an à 5 ans	Au-delà
Passifs financiers (à taux variable)**	- 507	- 1 965	- 902
Actifs financiers (à taux variable)*	13 385		
Position nette avant gestion	12 878	-1 965	-902
Hors bilan	0	0	0
Position nette après gestion	12 878	- 1 965	-902

\* Parts de SICAV ou FCP, Certificats de Dépôt Négociables

\*\* Emprunts bancaires

\*\*\* Actifs et dettes à taux variable

Position nette à renouveler, après gestion, à moins d'un an	12 878 K€
Hypothèse : 1% de variation du taux court terme de Vivalis	1%
Sous-total	128,8 K€

En conclusion, Vivalis estime être relativement peu exposée au risque de taux eu égard à sa trésorerie



### **Risque de liquidité**

Historiquement, la Société a financé sa croissance par un renforcement de ses fonds propres par voie d'augmentations de capital, par des emprunts bancaires et des subventions. La Société a eu recours à l'emprunt bancaire et a bénéficié de nombreuses subventions. En conséquence, elle est exposée à des risques de liquidité résultant de la mise en oeuvre de clauses de remboursement anticipé d'emprunts bancaires ou de subventions (voir le paragraphe du présent rapport relatif au risque de non encaissement des sommes promises dans le cadre des programmes de recherche subventionnés). Les clauses de remboursement anticipé des emprunts pourront être mises en oeuvre de façon classique dans le cadre de la survenance d'événements tels que le défaut de paiement d'une échéance, l'affectation des sommes prêtées pour tout ou en partie à un usage différent de celui envisagé contractuellement, l'impossibilité de fournir les garanties ou la modification de la forme juridique de la Société.

Pour faire face à ses besoins de liquidité, Vivalis dispose d'une trésorerie importante qui s'élève à 24 956 K€ au 31 décembre 2007.

### **Risque sur placements**

La Société adopte une position conservatrice et prudente dans sa stratégie de gestion financière. La société répartit ses actifs auprès de plusieurs établissements bancaires français, et pour chacun d'eux dans plusieurs supports. Les banques de la Société sont : le Crédit Agricole, LCL, Natixis, la Caisse d'Epargne, le Crédit Mutuel.

La seconde répartition du risque est effectuée par le choix de trois catégories de support. La première catégorie est constituée par des CDN (Certificats de Dépôt Négociables) émis par les banques, à échéances courtes (de 1 à 3 mois) et des BMTN (Bons à Moyen terme Négociables). Au cours de l'année 2007, des BMTN sont arrivés à échéance. Ce support n'a pas été réutilisé en raison du caractère trop lointain des échéances.

La seconde catégorie est constituée par des OPCVM monétaires. La sélection de VIVALIS exclut les SICAV et FCP recherchant à doper leur performance par des investissements à risques. Ces outils appartiennent tous à la catégorie « Monétaire euros ». Des informations détaillées sur ces supports sont données dans les annexes aux comptes 2007 (Annexe 4.3.7), et notamment leur classification en fonction des risques qu'ils portent et de leur volatilité sur 1 an.

La troisième catégorie est constituée par des OPCVM commercialisés par les mêmes banques et investis en emprunts d'Etats (européens en général) ou en emprunts garantis par ces Etats. Ces fonds apportent parfois une garantie en capital. Au 31 décembre 2007, les placements se répartissent de la façon suivante :

Certificats de Dépôts Négociables	11 559 K€
SICAV « Monétaires euros »	1 211 K€
FCP « Monétaires euros »	12 174 K€
Disponibilités	12 K€

Concernant le risque de fluctuations, les certificats de dépôt négociables garantissent à échéance la restitution des sommes engagées. Par ailleurs, les SICAV et FCP sont des OPCVM monétaires ou quasi-monétaires. La Société n'est donc pas soumise à un risque significatif sur ces produits de placement de trésorerie. Toutefois, les rémunérations futures sont soumises à l'évolution des taux du marché monétaire. A titre indicatif, si les taux du marché monétaire venaient à diminuer de 1 %, la rémunération future de la Société, sur un an entier, quelques soient les supports diminuerait de 250 K€ environ.

## **4 - L'EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR**

La Société est une entreprise de biotechnologie qui développe des lignées cellulaires, utilisées pour la production de vaccins, de protéines thérapeutiques et développe des molécules antivirales. Jusqu'à aujourd'hui, le produit d'exploitation généré par la Société est principalement issu de l'octroi de licences et de sous licences sur des brevets, savoir-faire et lignées cellulaires EBx® ; et dans une moindre mesure de contrats de collaboration en

recherche et développement et de contrats de production de produits biologiques, avec des partenaires tiers ainsi que de subventions.

La Société n'a pas à ce jour connaissance de tendances connues ou d'événements avérés relatifs à son activité qui soient raisonnablement susceptibles d'influer sensiblement et de manière exceptionnelle sur son chiffre d'affaires de l'année 2008.

## **5 - LES EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE LE RAPPORT EST ETABLI**

NEANT

## **6 - PERMANENCE OU CHANGEMENT DES METHODES**

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007 que nous soumettons à votre approbation ont été établis selon les normes comptables françaises comme ceux de l'exercice 2006.

Par rapport à l'exercice précédent, il n'y a pas eu de changements apportés aux méthodes d'établissement des comptes annuels.

## **7 - PRISES DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE**

La Société n'a pris aucune participation durant l'exercice.

## **8 - FILIALES ET PARTICIPATIONS**

La Société n'a ni filiale, ni participation.

## **9 - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT**

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous impôts et amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir une perte de -3.268.060,99 Euros.

Nous vous proposons d'affecter ce résultat déficitaire de l'exercice de -3.268.060,99 Euros au compte report à nouveau, qui sera porté de - 2 152 224,89 Euros à -5.420.285,88 Euros.

## **10 - RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES**

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividende depuis la création de la société.

## **11 - DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles fiscalement pour 839 euros (même somme que pour l'exercice 2006). L'impôt à acquitter sur cette somme serait de 280 euros. Cette mention est indicative dans la mesure où Vivalis n'acquitte pas à ce jour d'impôt sur les sociétés.

## 12 – PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL (Article L225-102 du Code de Commerce)

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2007.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L.225-102 du Code de Commerce s'élevait au 31 décembre 2007 à 0 %, de la même façon qu'en 2006 et 2005.

## 13 – MANDATS (article L225-102-1 alinéa 3)

### 13.1 – LE DIRECTOIRE

Nom	Autres mandats et fonctions exercés par le membre du Directoire en dehors de la Société	Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq derniers exercices par le membre du Directoire en dehors de la Société
<b>Franck Grimaud</b> (Nomination le 29 novembre 2002, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007)	<b>Société du Groupe Grimaud :</b> - Administrateur de Grimaud Deyang Animal Co Ltd (Chine) - Administrateur de Chengdu Grimaud Breeding Co Ltd (Chine) <b>Autres sociétés :</b> -TCL Pharma (France) à compter du 15 janvier 2008*	- Membre du Conseil de direction de Filavie SAS à compter du 15 novembre 2002 et jusqu'au 9 octobre 2003
<b>Majid Mehtali</b> (Nomination le 24 mars 2004, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007)	Néant	Directeur général de Deltagen Europe jusqu'en février 2003
<b>Céline Breda</b> (Nomination le 27 juin 2005, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007)	Néant	Néant

\*Société non membre du Groupe Grimaud

### 13.2 – Le conseil de surveillance

Nom	Autres mandats et fonctions exercés par le membre du Conseil de surveillance en dehors de la Société	Autres mandats et fonctions exercés au cours des cinq derniers exercices par le membre du Conseil de surveillance en dehors de la Société
<b>Frédéric Grimaud</b> (Nomination par l'AGE du 29 novembre 2002, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice	<b>Fonction de direction et mandats</b> - Président du Directoire du Groupe Grimaud - Président de Grimaud Frères Sélection SAS - Président de Eclosion SAS - Président de Filavie SAS	- Représentant permanent de Grimaud Frères Sélection SAS en qualité d'administrateur de la société Option SA jusqu'au 28 juin 2002, puis Président du Conseil d'administration - Directeur Général et administrateur de Grimaud Frères Sélection SAS jusqu'au 9 octobre 2003 - Président-Directeur général et administrateur de

<p>clos le 31 décembre 2007)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Président de Hubbard Holding SAS</li> <li>- Président de Hubbard SAS</li> <li>- Président du Conseil d'administration de Couvoir du Moulin Brûlé SA</li> <li>- Président du Conseil d'administration de Chengdu Grimaud Breeding Farm Ltd</li> <li>- Président du Conseil d'administration de Grimaud (Malaysia) SDN BHD (en cours de liquidation)</li> <li>- Président du Conseil d'administration de Grimaud (Putian) Breeding Farm Co Ltd au (Chine)</li> <li>- Président du Conseil d'administration de Grimaud (Deyang) Animal Health Co Ltd (Chine)</li> <li>- Chairman of the board et CEO de Grimaud Farms of California Inc. (Etats-Unis)</li> <li>- Chairman de Hubbard LLC (Etats-Unis)</li> <li>-Président de Pig Genetics Development company SAS (à compter du 28 janvier 2008)</li> </ul> <p><b>Autres mandats d'administrateur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Grimaud Italia SRL (Italie)</li> <li>- Hubbard Holding co Ltd (Thaïlande)</li> <li>- Hubbard Co Ltd (Asia) (Thaïlande)</li> <li>- Canarderie de la Ronde SA</li> </ul> <p><b>Conseil de surveillance :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Membre du conseil de surveillance d'Hubbard Polska Sp Zoo (Pologne)</li> <li>- Représentant permanent du Groupe Grimaud au sein de France Food Alliance SAS</li> </ul>	<p>Eclosion SA jusqu'au 14 novembre 2002, puis membre du Conseil de direction de Eclosion SAS jusqu'au 9 octobre 2003</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Président-Directeur général et administrateur de Filavie SA jusqu'au 14 novembre 2002, puis membre du Conseil de direction de Filavie SAS jusqu'au 9 octobre 2003</li> <li>- Président, CEO et administrateur de Grimaud Agri-Development Inc. (Etats-Unis) à compter du 10 janvier 2003</li> <li>-Président du Conseil d'administration de La Canarderie de la Ronde SA jusqu'au 19 juin 2006</li> </ul>
<p><b>GROUPE GRIMAUD LA CORBIERE</b> (Nomination lors de l'AGE du 29 novembre 2002, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007) <b>Renée Grimaud, représentant permanent du Groupe Grimaud</b></p>	<p>Administrateur de la société Couvoir du Moulin Brûlé Membre du conseil de surveillance de France Food Alliance SAS</p> <p><b>Mandat de Renée Grimaud</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Membre du Conseil de surveillance de Groupe Grimaud</li> </ul>	<p>Administrateur de la société LITELIS SA jusqu'au 27 août 2004 Administrateur de BIOCALCI PAYS DE LA LOIRE SA jusqu'au 11 juillet 2003</p> <p><b>Mandat de Renée Grimaud</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vice-Présidente du Conseil de surveillance de Groupe Grimaud jusqu'au 30 septembre 2005</li> <li>- Administrateur de Grimaud Frères Sélection SA jusqu'au 14 novembre 2002 puis membre du Conseil</li> </ul>

		<p>de direction de Grimaud Frères Sélection SAS à compter du 15 novembre 2002 et jusqu'au 9 octobre 2003</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Membre du Conseil de direction de La Financière Grand Champ SAS du 10 janvier 2003 jusqu'au 17 décembre 2003</li> <li>- Administrateur de Couvoir du Moulin Brûlé SA jusqu'au 22 juin 2004</li> <li>- Administrateur de La Canarderie de la Ronde SA jusqu'au 22 juin 2004.</li> <li>- Administrateur de Grimaud Agri-Development Inc. jusqu'au 9 janvier 2003</li> <li>- Administrateur de Grimaud Farms of California Inc. jusqu'au 9 janvier 2003</li> </ul>
<p><b>Joseph Grimaud</b> (Nomination par l'AGO du 29 septembre 2006, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007)</p>	<p><b>Président :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Président de La Financière Grand Champ SAS</li> <li>- Directeur général de Grimaud Frères Sélection SAS</li> </ul> <p><b>Conseil de surveillance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Président du Conseil de surveillance de Groupe Grimaud</li> <li>- Vice-Président du Conseil de surveillance de SAS Etablissement Cléon*</li> </ul> <p><b>Administrateur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentant permanent de Couvoir du Moulin Brûlé SA en qualité d'administrateur de La Canarderie de la Ronde SA</li> <li>- Membre du Conseil d'administration de Grimaud Italia SRL (Italie)</li> <li>- Membre du Conseil d'administration de Grimaud Farms of California Inc. (Etats-Unis)</li> <li>- Membre du Conseil d'administration de Grimaud (Malaysia) SDN BHD (en cours de liquidation)</li> <li>- Membre du Conseil d'administration de Chengdu Grimaud Breeding Farm Ltd (Chine)</li> <li>- Membre du Conseil d'administration de Grimaud (Putian) Breeding Farm Co Ltd (Chine)</li> <li>- Membre du Conseil d'administration de Couvoir du Moulin Brûlé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Membre du Directoire de Vivalis jusqu'au 12 septembre 2006</li> <li>- Directeur général et membre du Directoire de Groupe Grimaud jusqu'au 30 septembre 2005</li> <li>- Cogérant de Putenbruterei GmbH jusqu'au 25 juin 2003, date à laquelle M. Joseph Grimaud a été nommé liquidateur (société aujourd'hui liquidée)</li> <li>-</li> <li>- Président du Conseil d'administration et administrateur de Biolumine SA jusqu'au 27 septembre 2004</li> <li>- Cogérant de Grimaud und Brinkmann GMBH jusqu'au 25 juin 2003, date à laquelle M. Joseph Grimaud a été nommé liquidateur de la société suite à sa dissolution</li> <li>- Cogérant de société civile La Financière Grand Champ jusqu'au 9 janvier 2003, puis membre du conseil de direction La Financière Grand Champ SAS du 10 janvier 2003 jusqu'au 17 décembre 2003</li> <li>- Représentant permanent de Groupe Grimaud en qualité d'administrateur de Eclosion SA jusqu'au 14 novembre 2002, puis représentant permanent de Groupe Grimaud en qualité de membre du conseil de direction de la société Eclosion SAS jusqu'au 9 octobre 2003</li> <li>- Représentant permanent de Groupe Grimaud en qualité d'administrateur de la Société Filavie SA jusqu'au 14 novembre 2002, puis représentant permanent de Groupe Grimaud en qualité de membre du Conseil de direction de la société Filavie SAS jusqu'au 9 octobre 2003</li> <li>- Président, CEO, de Grimaud Agri-Development Inc. jusqu'au 9 janvier 2003.</li> <li>- Chairman, CEO, de Grimaud Farms of California Inc. jusqu'au 9 janvier 2003</li> <li>- Administrateur de Grimaud Agri-Development Inc.</li> <li>- Représentant permanent de Groupe Grimaud en qualité d'administrateur de Grimaud Frères Sélection SA jusqu'au 14 novembre 2002, puis représentant permanent de Groupe Grimaud en qualité de membre du Conseil de direction de Grimaud Frères</li> </ul>

		Sélection SAS jusqu'au 9 octobre 2003
<b>Thomas Grimaud</b> (Nomination par l'AGE du 29 novembre 2002, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007)	- Membre du Directoire de Groupe Grimaud - Membre du Conseil d'administration de La Canarderie de la Ronde SA	Néant
<b>Docteur Alain Munoz<sup>1</sup></b> (Nomination par l'AGE du 29 novembre 2002, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007)	<b>Président :</b> - Président de Amistad Pharma SAS  <b>Conseil de surveillance :</b> - Président du Conseil de surveillance de Novagali Pharma -Membre du conseil de surveillance de Zealand pharma (Danemark), -Membre du conseil de surveillance d'Auris Pharma (Suisse).  <b>Autres mandats :</b> - Membre du Conseil d'administration de Genesystem - Gérant de la SARL Science and Business Management - Gérant de la SARL Science and Business Development	
<b>Michel Greco<sup>1</sup></b> (Nomination lors de l'AGO du 15 décembre 2006, fin de mandat lors de l'AGO annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007)	<b>Chairman of the board</b> - Intercell (Autriche) - Glycovaxyn (Suisse)  <b>Administrateur :</b> - Vaxgen (Etats-Unis) - Argos Therapeutics (Etats-Unis) - Immutep - Texcell - IAVI - Aeras - Global TB Vaccine Foundation - IVI  <b>Autres mandats :</b> - Président de l'hôpital St-Joseph, St-Luc de Lyon - Administrateur de l'hôpital de Fourvière de Lyon - Directeur adjoint et administrateur de l'Institut de Pharmacie Industrielle de Lyon -OMS : chairman du Groupe « Measles Project » et Groupe « Project Vaccin SOBTB »	- Administrateur de Powderject (Angleterre) jusqu'en 2003 - Administrateur de IDBiomedical (Canada) de 2003 à 2005 - Administrateur de Flamel Technologies de 2003 à 2005 - Administrateur de Drug Abuse Sciences (DAS) de 2003 à 2006 - Deputy CEO et administrateur d'Aventis Pasteur jusqu'en janvier 2003 - Administrateur et Président de la commission Europe du SNIP/LEEM de 2001 à 2003 - Président du Comité Biologie de la Fédération Internationale de l'industrie Pharmaceutique (IFPMA) jusqu'en 2002 - OMS : membre du comité consultatif de l'Initiative for Vaccine Research (IVR) de 2003 à 2006- - Vakzine Project management (VPM) (Allemagne) jusqu'en septembre 2008

\*Société non membre du Groupe Grimaud

<sup>1</sup> Membre indépendant

#### **14 - RENOUELEMENT DES MANDATS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

Il est rappelé que les mandats des membres du Conseil de Surveillance arrivent à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2007.

Nous vous proposons de vous prononcer sur la composition du conseil de surveillance. Il est proposé de procéder au renouvellement de l'ensemble des membres du conseil de surveillance pour une durée de 6 ans.

Les membres ainsi désignés procéderont à la désignation du président et du vice-président du conseil de surveillance et des membres des comités (comité des comptes et comité des nominations et des rémunérations).

L'ensemble des membres du conseil de surveillance se représente pour un nouveau mandat. Pour de plus amples renseignements, vous pouvez vous reporter au paragraphe 1.1.1 du rapport du président du conseil de surveillance sur les conditions d'organisation et de préparation des travaux du conseil de surveillance

#### **15 - ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

##### **15.1 – Structure du capital de la société au 31 décembre 2007**

Vous pouvez vous reporter au paragraphe 16. L'actionnaire majoritaire est le Groupe Grimaud.

##### **15.2 – Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses portées à la connaissance en application de l'article L233-11**

Il n'existe pas de restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote ou au transfert d'actions. La société n'a pas connaissance de l'existence de pacte d'actionnaires.

##### **15.3 – Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L233-7 et L233-12**

La Société n'a reçu à ce jour aucune déclaration de franchissement de seuil ou de prise de contrôle. Pour le détail de l'actionnariat, vous pouvez vous reporter au paragraphe 16 du présent document.

##### **15.4 – La liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci**

La Société n'a pas connaissance de l'existence de droits de contrôle spéciaux.

##### **15.5 – Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier**

La Société n'a pas mis en place de système d'actionnariat du personnel susceptible de contenir des mécanismes de contrôle lorsque les droits de contrôle ne sont pas exercés par le personnel.

##### **15.6 - Les accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote (pacte d'actionnaires)**

La Société a connaissance de l'existence d'engagement de conservation des actions détenues avant l'admission sur le marché des actions de la société par certains actionnaires sauf accord de Natixis, Chef de file Teneur de Livre de l'introduction en bourse de Vivalis.

Groupe Grimaud, la Financière Grand Champ, Messieurs Franck Grimaud et Majid Mehtali se sont engagés à conserver 100% des actions qu'ils détiennent à la date de première cotation des actions sur Euronext Paris pendant 365 jours à compter de la date du règlement livraison.

FCPR « Fonds de co-investissement des Jeunes Entreprises », Créagro, DAHLIA A Sicar SCA, Pays de la Loire Développement, Sodéro Participations, Monsieur Frédéric Grimaud, Monsieur Joseph Grimaud, Madame Renée Grimaud, Madame Marie-Thérèse Grimaud, Monsieur Bertrand Pain, Monsieur Alain Munoz, Monsieur Eric Halioua, Monsieur Bernard Retailleau, Monsieur Hervé Morin, Monsieur Jacques Samarut, Madame Tania Sorg, Monsieur Olivier Pourquoi se sont engagés à conserver 100% des actions qu'ils détiennent à la date de première cotation des actions sur Euronext Paris pendant 270 jours à compter de la date du règlement livraison.

15.7 – Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Directoire ainsi qu'à la modification des statuts

Les règles applicables en cette matière sont statutaires et sont conformes à la loi.

15.8 – Les pouvoirs du directoire en particulier pour l'émission et le rachat d'actions

Vous pouvez vous reporter au paragraphe 25 du présent rapport décrivant les différentes délégations en matière d'augmentation de capital.

En ce qui concerne les rachats d'actions, vous pouvez vous reporter au rapport spécial rédigé par le Directoire dans le cadre de l'article L225-209 alinéa 2 du Code de Commerce.

15.9 - Les accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société

Nous vous proposons de vous reporter au paragraphe 3 du présent document sur les risques et incertitudes

15.10 – Indemnités pour les membres du Directoire ou les salariés en cas de démission, de licenciement sans cause réelle et sérieuse ou si fin de l'emploi en raison d'une offre publique

Ce type d'indemnités n'a pas été mis en place dans Vivalis ni pour les mandataires sociaux ni pour les salariés.



## 16 – REPARTITION DU CAPITAL

La répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2007, 2006 et 2005 est la suivante :

	Au 31 décembre 2007				Au 31 décembre 2006				Au 31 décembre 2005			
	Actions détenues	%	Droits de vote	%	Actions détenues	%	Droits de vote	%	Actions détenues	%	Droits de vote	%
Groupe Grimaud	7.775.200	53,62	13.081.600	59,74	53065	60,23	53065	60,23	53065	60,65	53065	60,65
Joseph Grimaud	54.950	0,38	104.850	0,48	1099	1,25	1099	1,25	499	0,57	499	0,57
Marie-Thérèse Grimaud	50.000	0,34	100.000	0,46	1000	1,14	1000	1,14	1000	1,14	1000	1,14
Frédéric Grimaud	200.000	1,38	400.000	1,83	2000	2,27	2000	2,27	2000	2,29	2000	2,29
Hervé Morin	1.100	0,01	2.200	0,01	11	0,01	11	0,01	11	0,01	11	0,01
Renée Grimaud	25.000	0,17	50.000	0,23	500	0,57	500	0,57	500	0,57	500	0,57
Franck Grimaud	141.000	0,97	287.000	1,22	1260	1,43	1260	1,43	1260	1,44	1260	1,44
Bernard Retailleau	1.100	0,01	2.200	0,01	11	0,01	11	0,01	11	0,01	11	0,01
Bertrand Pain	138.500	0,96	220.500	1,01	820	0,93	820	0,93	820	0,94	820	0,94
Alain Munoz	52.000	0,36	52.100	0,24	1	0	1	0	1	0	1	0
Eric Halouia	27.550	0,19	27.650	0,13	1	0	1	0	1	0	1	0
Thomas Grimaud	100	0	200	0	1	0	1	0	1	0	1	0
Creagro	340.250	2,35	680.500	3,11	6 805	7,72	6 805	7,72	6 805	7,78	6 805	7,78
Pays de la Loire Développement	83.350	0,57	166.700	0,76	1667	1,89	1667	1,89	1667	1,91	1667	1,91
FCPR Fonds de Co-Investissement pour les Jeunes Entreprises	833.301	5,75	1.666.602	7,61	16 666	18,92	16 666	18,92	16 666	19,05	16 666	19,05
La Financière Grand Champ	277.700	1,92	555.400	2,54	2777	3,15	2777	3,15	2777	3,17	2777	3,17
Sodero Participations	20.799	0,14	41.598	0,19	416	0,47	416	0,47	416	0,48	416	0,48
Michel GRECO	100	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jacques SAMARUT	30.000	0,21	30.000	0,14	0	0	0	0	0	0	0	0
Tania SORG	1.500	0,01	1.500	0,01	0	0	0	0	0	0	0	0
Olivier POURQUIE	500	0	500	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Audrey BONCOMPAIN	3.600	0,02	3.600	0,02	0	0	0	0	0	0	0	0
Nathalie TREHET	605	0	605	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Luc BATARD	6.000	0,04	6.000	0,03	0	0	0	0	0	0	0	0
France OPPORTUNITES	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0

HONORE VIE ET SANTE												
Jean-Marie BESSON	43	0	43	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Jules MARMONT	8	0	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pierre-Yves PELISSIER	21	0	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Robert COLOMAR	50	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Patrick CHAMPION- ARNAUD	3.900	0,03	3.900	0,02	0	0	0	0	0	0	0	0
Françoise AUBRIT	50	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hervé-François MAHE	86	0	86	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Actions au porteur	4.432.266	30,57	4.432.266	20,24	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	14.500.631	100	21.897.831	100	88100	100	88100	100	87500	100	87500	100

**17 – REMUNERATIONS VERSEES AUX MANDATAIRES SOCIAUX (article L225-102-1 du Code de commerce) (montants bruts avant prélèvements sociaux et fiscaux)**

**17.1 – Le Directoire**

Nom	Fonction	Rémunération annuelle brute fixe			Rémunération variable annuelle brute <sup>2</sup>				Avantages en nature brut				Attribution de titres donnant accès au capital		
		2007	2006	2005	Au titre de 2006 versée en 2007	Au titre de 2005 versée en 2006	Au titre de 2004 versée en 2005	2007	2006	2005	2007	2006 <sup>8</sup>	2005 <sup>5</sup>		
Franck GRIMAUD	Président du directoire	90.000 €	86.112€	82.800 €	0 €	10.000€	0€	4.070,04 € <sup>3</sup>	3.425,04€ <sup>3</sup>	3.471,96€ <sup>3</sup>	65.000 <sup>4</sup>	400 dont 100 ont été déclarées caduques	800 dont 100 ont été déclarées caduques		
Majid MEHTALI <sup>6</sup>	Membre du Directoire Directeur Général Directeur scientifique	133.935,08 € <sup>1</sup>	128.544€	123.600€	10.000 €	20.000€	0€	0€	0€	0€	77.000 <sup>4</sup>	450	900 dont 140 ont été déclarées caduques		
Céline BREDA <sup>6</sup>	Membre du Directoire Directeur Général Pharmacien responsable Responsable du Contrôle qualité	66.101,28€	63.558,96€	50.378,74€ <sup>7</sup>	2.100 €	1.500€	0€	0€	0€	0€	20.000 <sup>4</sup>	0	300		
TOTAL		290.036,36€	278.214,96€	256.778,74€	12.100€	31.500€	0€	4.070,04 €	3.425,04€	3.471,96€	162.000	850 dont 100 ont été déclarées caduques	2000 dont 240 ont été déclarées caduques		

<sup>1</sup> dont 249,32€ de régularisation suivant la règle du dixième de congés payés.

<sup>2</sup> La part variable a été versée suite au constat de la réalisation d'objectifs individuels. La rémunération annuelle des membres du Directoire comporte une partie fixe (salaire et avantages en nature), et une partie variable. Le montant de la partie variable est fonction de la performance annuelle et dépend de l'atteinte d'objectifs quantitatifs et qualitatifs. La partie variable de la rémunération afférente à un exercice est donc déterminée et versée au cours de l'exercice suivant. Les principaux critères de détermination de la rémunération variable versée aux membres du Directoire en 2007 au titre de l'exercice 2006 ont été les suivants :

- Franck Grimaud : pour l'exercice 2006, la rémunération variable de Franck Grimaud était au maximum de 20.000 euros en fonction du résultat de la Société ;
- Majid Mehtali : pour l'exercice 2006, la rémunération variable de Majid Mehtali était au maximum de 20.000 euros dont 10.000 euros sur l'atteinte d'objectifs et 10.000 euros en fonction du résultat de la Société ;
- Céline Breda : pour l'exercice 2006, la rémunération variable de Céline BREDA était au maximum de 4.000 euros sur atteinte d'objectifs et en fonction du résultat de la société .

<sup>3</sup> La société a souscrit à une convention Garantie Sociale des chefs d'entreprises en faveur de Franck GRIMAUD, Président du Directoire. Cette convention a pour objet de garantir le versement d'une indemnité en cas de chômage dans la limite de 70% du dernier revenu professionnel déclaré à l'administration fiscale. Cette convention a été mise en place suite à une autorisation du conseil d'administration de la société du 26 octobre 2000. La Société a pris en charge au titre du contrat GSC un montant de 4.070,04€ pour l'exercice 2007. De plus, pour la souscription de cette garantie, la Société doit également cotiser à la CGPME. Le montant de cette cotisation pour l'exercice 2007 est de 832€.

<sup>4</sup> La société a attribué des actions gratuites aux membres du Directoire le 4 septembre 2007. Les actions gratuites seront définitivement acquises par les membres du Directoire deux ans après la date de notification de leur attribution (période d'acquisition), et pourront être cédées deux ans après la date de leur attribution définitive pour 75% du montant total de l'attribution et conserver au nominatif jusqu'à la cessation des fonctions pour 25% du montant total de l'attribution (période de conservation).

<sup>5</sup> La société a attribué des options de souscription d'actions en 2005 et 2006 aux membres du Directoire. Leur exercice est conditionné à l'atteinte d'objectifs ou au respect de période de blocage. Certaines options ont été déclarées caduques en raison de la non atteinte d'objectifs. Chaque option donne accès à 100 actions suite à la division du nominal décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 31 mars 2007. Le nominal de l'action est passé de 15€ à 0,15€ avec une multiplication corrélative du nombre d'actions par cent.

<sup>6</sup> Ces sommes sont versées au titre du contrat de travail avec la Société.

<sup>7</sup> Céline Bréda a rejoint l'équipe de Vivalis en avril 2005. Ce montant comprend une participation aux frais de déménagement et une régularisation suivant la règle du dixième de congés payés.

La Société n'a pris aucun engagement lié à la prise, la cessation, le changement de fonction en faveur des mandataires sociaux à l'exception des dispositions existantes aux termes de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique n°3104 en faveur de Majid MEHTALI et Céline BREDA, ces derniers étant salariés de la Société. Les indemnités de fin de carrière provisionnées en montant cumulé pour Majid MEHTALI au 31 décembre 2007 sont de 8.543,13 € et pour Céline BREDA sont de 2.139,05 €, au 31 décembre 2006 elles étaient respectivement de 6.058,15€ et de 1.253,59€ et au 31 décembre 2005 respectivement de 2.168,18€ et de 297,95€.

Les membres du Directoire n'ont reçu aucune rémunération fixe ou variable du Groupe Grimaud, société contrôlante de Vivalis. Le Groupe Grimaud a octroyé à Monsieur Franck GRIMAUD, 240 options de souscription d'actions en septembre 2006 (dont 80 ont été déclarées caduques à ce jour) et 114 options de souscription d'actions en septembre 2006 à Monsieur Majid MEHTALI (dont 38 ont été déclarées caduques à ce jour). Le Groupe Grimaud, société contrôlante, n'a pris aucun engagement lié à la prise, la cessation, le changement de fonction en faveur des membres du Directoire de la Société.

## 17.2 – Le Conseil de surveillance

Nom	Fonction	Rémunération Annuelle brute (fixe et variable)			Jetons de présence au titre de l'exercice 2007 <sup>3</sup>	Avantages en nature			Attribution de titres donnant accès au capital		
		2007	2006	2005		2007	2006	2005	2007	2006	2005
Frédéric GRIMAUD	Président du Conseil de surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Joseph GRIMAUD	Vice-Président du conseil de surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
GRUPE GRIMAUD LA CORBIERE <sup>1</sup> Représentant permanent : Renée GRIMAUD	Membre du conseil de surveillance	Néant <sup>1</sup>	Néant <sup>1</sup>	Néant <sup>1</sup>	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	3.385 <sup>4</sup>
Thomas GRIMAUD	Membre du conseil de surveillance	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Michel GRECO	Membre du conseil de surveillance	Néant	Néant	Néant	15.000 €	Néant	Néant	Néant	30.000 <sup>2</sup>	Néant	Néant
Alain MUNOZ <sup>5</sup>	Membre du conseil de surveillance	Néant	Néant <sup>6</sup>	Néant <sup>5</sup>	15.000 €	Néant	Néant	Néant	15.000 <sup>2</sup>	Néant	Néant
TOTAL		0€	0€	0€	30.000€	0€	0€	0€	45.000	0	3.385

<sup>1</sup> La Société et Groupe Grimaud ont conclu une convention d'animation de Groupe. Le Groupe Grimaud a perçu au titre de cette convention la somme de 100.731 € pour l'exercice 2007. Le Groupe Grimaud a facturé des frais de direction à hauteur de 100.000€ pour l'exercice 2006 et pour l'exercice 2005. Par ailleurs, des filiales du Groupe Grimaud effectuent un certain nombre de prestations (conventions réglementées ou non) pour la Société (comptabilité, trésorerie, ressources humaines et informatique, cautionnement). Vous pouvez vous reporter à la liste des conventions courantes.

<sup>2</sup> Le Directoire a attribué des bons de souscription d'actions à Messieurs GRECO et MUNOZ. Pour de plus amples informations, vous pouvez vous reporter au rapport complémentaire en vertu des dispositions de l'article L225-116 du Code de Commerce.

<sup>3</sup> L'assemblée des actionnaires a décidé de mettre en place des jetons de présence à compter de l'exercice 2007 uniquement.

<sup>4</sup> Ces bons de souscription d'actions dits (BSA 16) ont été attribués au Groupe Grimaud le 7 octobre 2005. Ils sont depuis devenus caducs du fait de l'admission des actions de la Société sur le marché Euronext Paris en 2007.

<sup>5</sup> Le Conseil de surveillance du 27 juin 2005 a autorisé la conclusion d'un contrat de consultant entre Vivalis et Science and Business Management, société contrôlée par Alain Munoz, membre du Conseil de surveillance de la Société. Ce contrat a été résilié au 31 décembre 2006. La charge constatée pour l'exercice 2006 a été de 43.882,39€ et pour l'exercice 2005 de 26.598,26€.

La Société n'a pris aucun engagement lié à la prise, la cessation, le changement de fonction en faveur des membres du conseil de surveillance.

Les membres du conseil de surveillance ont reçu du Groupe Grimaud, société contrôlante, les rémunérations suivantes : Monsieur Frédéric GRIMAUD a reçu la somme de 244.166 € dont 94.166 € de rémunération variable, Monsieur Joseph GRIMAUD a reçu la somme de 76.800 € et Monsieur Thomas GRIMAUD au titre de contrat de travail 49.806,02€ dont 7.317 € de rémunération variable, 730,85.€ de prime d'intéressement et 142,95 € au titre de la participation pour l'année 2001. Madame Renée GRIMAUD a reçu un montant de 2.400€ de jetons de présence. Messieurs GRECO et MUNOZ n'ont reçu aucune rémunération de Groupe Grimaud.

Le Groupe Grimaud n'a pris aucun engagement lié à la prise, la cessation, le changement de fonction en faveur des membres du conseil de surveillance.

## **18 – IMPACT SOCIAL**

### **18.1 L'effectif**

La Société emploie au 31 décembre 2007, 49 personnes de haute qualification, la majorité étant titulaires d'une thèse, d'un post doctorat ou d'un master <sup>2</sup>. L'effectif moyen était de 31 en 2005, 37 en 2006 et 46 en 2007.

Au 31 décembre 2007, l'effectif se répartit en 27 personnes cadres et 22 personnes non cadres et 42 personnes en contrat à durée indéterminée et 7 personnes en contrat à durée déterminée. La Société fait appel au contrat à durée indéterminée pour des accroissements d'activité.

La Société a recruté 15 salariés sur l'exercice 2007 dont 10 en contrat à durée indéterminée et 5 en contrat à durée déterminée. Le taux de rotation est en augmentation au cours de l'exercice. Il se décompose de la façon suivante : 4 démissions et 6 fin de contrat à durée déterminée arrivés à échéance.

Enfin, la Société a fait appel à du personnel en intérim pour des remplacements durant des congés, des arrêts maladie, maternité. Le nombre cumulé d'heures est de 395,25 heures sur l'exercice 2007 contre 141 heures en 2006.

## **18.2 L'organisation du temps de travail**

La Société a conclu un accord de réduction et d'aménagement du temps de travail le 26 décembre 2001 qui fixe la durée du temps de travail à 35 heures par semaine, l'horaire collectif par semaine étant de 37 heures et comprend un système de récupération de temps de travail sous forme de jours dit RTT.

Sur l'exercice 2007, l'absentéisme a représenté en cumul 118 jours pour congés maladie (hors congés de maternité, congés parentaux) pour 10.511 jours travaillés sur l'ensemble de l'équipe soit un taux très faible d'absentéisme de 1,12%.

Enfin, deux salariées ont choisi le travail à temps partiel à hauteur de 80%.

## **18.3 Les rémunérations et leur évolution**

La Société a vu sa masse salariale augmentée de 23,8% par rapport à 2006 passant de 1.536 k€ à 1.902 k€ en 2007.

La Société applique la grille de rémunération fixée par la Convention collective de l'industrie pharmaceutique.

En ce qui concerne l'intéressement, la Société verse un intéressement si la Société est bénéficiaire ce qui n'a pas été le cas en 2006 et 2007. Il n'existe pas de plan d'épargne salariale. En revanche, la société peut verser des primes à des salariés en fonction des performances individuelles.

Egalité professionnelle entre les hommes et les femmes : la Société emploie 26 femmes et 23 hommes au 31 décembre 2007. La politique salariale est la même pour les hommes et les femmes, à compétence, diplôme, et expérience professionnelle semblables pour le même poste.

## **18.4 Les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs**

Les salariés sont représentés par deux délégués du personnel titulaires et deux délégués du personnel suppléants, élus en décembre 2006. Ces délégués du personnel rencontrent le Président du Directoire a minima une fois par mois.

La Société applique la convention collective de l'industrie pharmaceutique n°3104 et l'accord de réduction et d'aménagement du temps de travail tel que signé le 26 décembre 2001.

## **18.5 Les conditions d'hygiène et de sécurité**

Au regard de son nombre de salariés, Vivalis ne dispose pas de comité d'hygiène et de sécurité. En revanche, au regard de l'importance de ce sujet, Vivalis a recruté un responsable de la sécurité qui est également responsable logistique/maintenance. De plus, en application des bonnes pratiques de fabrication, une évaluation de la dangerosité de chaque poste de travail est effectué.

Le personnel de la Société fait également l'objet d'un suivi médical régulier par la médecine du travail.

La Société propose également à sa charge de prendre des mesures préventives comme par exemple la vaccination contre la grippe.

Vivalis n'a eu à déplorer aucun accident de travail ayant entraîné des jours d'arrêt de travail. Vivalis a constaté quelques incidents sans gravité (huit incidents sur ses trois sites) au cours de l'exercice 2007.

## **18.6 La formation**

Au regard de l'environnement dans lequel la Société évolue, la Société s'investit dans le maintien et le développement des compétences de ses salariés. Vivalis a mis en place un plan de formation et applique la législation relative au DIF (Droit individuel à la Formation).

Les dépenses de formation pour l'année 2007 représente la somme totale de 28.243 Euros.

Enfin, chaque salarié arrivant dans la Société suit une procédure d'intégration et reçoit une formation aux technologies de la Société.

## **18.7 L'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés**

Vivalis a employé un salarié handicapé sur l'exercice 2007. La Société a acquitté au titre de l'exercice 2007 la taxe « Contribution emploi handicapés » pour un montant de 6.750 € contre 6.620 € en 2006.

## **18.8 Les œuvres sociales**

Vivalis n'a pas d'œuvres sociales.

## **18.9 L'importance de la sous-traitance**

La Société a fait appel des sous-traitants sur l'exercice 2007 pour la réalisation de prestation de recherche ou analytiques. Au regard de sa taille, Vivalis n'a pas mis en place de mesures particulières de contrôle sur la problématique du respect des conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail.

## **18.10 Impact territorial de ses activités en matière d'emploi et de développement régional**

Vivalis a la volonté par son implantation de contribuer à la création d'une nouvelle industrie en région Pays de La Loire. Malgré sa jeunesse, la recherche-développement biologique et médicale en Pays de la Loire a dépassé le stade de l'émergence : elle représente aujourd'hui 40 sociétés, 9 équipes de recherche académique et 1.500 emplois. Elle s'illustre aujourd'hui de façon visible dans le domaine des Biothérapies où l'on trouve en région un tissu d'entreprises jeunes. Vivalis est membre du pôle de compétitivité « Atlantique biothérapies » depuis la création du pôle.

Il est d'ailleurs à souligner que les acteurs régionaux (Atlanpole, Nantes Métropole, le Département et la Région) soutiennent Vivalis depuis sa création.

Vivalis a créé 49 emplois de haute qualification en région nantaise. Elle a également implanté un laboratoire de 1.470 m<sup>2</sup> qui a été construit par des sociétés de la région.

## **19 – IMPACT ENVIRONNEMENTAL**

Au regard de son activité, l'impact sur l'environnement est limité.

Sa consommation d'eau est de 1981,79 m<sup>3</sup> sur l'exercice 2007 pour son site principal.

La consommation d'énergie est de 761.540 kWh pour l'exercice 2007 pour son site principal.

Vivalis ne peut pas procéder à ces mêmes statistiques pour ses deux autres sites qui sont en location. En effet, Vivalis ne dispose pas de l'ensemble des informations.

Même si l'impact sur l'environnement est limité, la Société prend toutes mesures utiles pour éviter les atteintes l'environnement.



A cette fin, la Société a mis en place un système de traitement de l'ensemble de ses déchets et de ses effluents. Vivalis a contracté avec des prestataires qui en assurent le recyclage.

La Société respecte toute la législation relative à la non-dissémination d'organismes génétiquement modifiés.

La Société demande également à son personnel de prendre des mesures au quotidien telles que l'extinction des lampes dans le bureau lorsqu'ils sont inoccupés, la baisse du chauffage le week-end ou la mise en veille des ordinateurs.

## 20 - RISQUE DE VARIATION DE COURS

La société n'est soumise au risque de cours de ses titres que dans la limite du contrat de liquidité qui a été signé avec Natixis le 6 juillet 2007 suite à son introduction en bourse le 28 juin 2007 (première cotation) et dont l'exécution sur l'exercice vous est relatée dans le paragraphe suivant.

## 21 – PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L225-211 alinéa 2 du Code de Commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des opérations réalisées en vertu des dispositions de l'article L225-208 ou de l'article L225-209 du Code de commerce.

Nous vous rappelons que l'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2007 (résolution n°20) a autorisé le Directoire pour une durée de 18 mois à compter de l'assemblée générale, à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions.

La Société n'a acheté aucune de ses actions au cours de l'exercice 2007 au titre de l'article L225-208 du Code de commerce.

La Société a conclu un contrat de liquidité le 6 juillet 2007 avec Natixis. Le contrat de liquidité a notamment pour objet de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations du titre de la Société et d'éviter les décalages de cours non justifiés par la tendance du marché.

Au titre de l'article L225-209 du Code de commerce et dans le cadre du contrat de liquidité, la Société a acheté 201.915 actions et vendu 1.593.822 au cours de l'exercice 2007 à un prix moyen d'achat de 10 € et à un prix moyen de vente de 9,87€. Vivalis n'a versé aucun frais de négociation.

Au 31 décembre 2007, Vivalis avait 40.408 actions soit une valeur comptable au 31 décembre 2007 de 374.615,20 € et une valeur de 6.061,2 € en valeur nominale, soit 0,3% du capital social au 31 décembre 2007.

## 22 – OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

Conformément à l'article L621-18-2 du Code Monétaire et Financier, le tableau présente ci-dessous les opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société au cours de l'exercice 2007. Ces opérations ont été réalisées sur Euronext Paris de NYSE EURONEXT.

Date	Nom	Mandat	Nature de l'opération	Prix unitaire	Nombre d'actions <sup>1</sup>
10 avril 2007	Alain Munoz	Membre du Conseil de surveillance	Souscription	0,45€ <sup>1</sup>	35.000
13 juin 2007	Groupe Grimaud	Membre du Conseil de surveillance	Souscription	0,15€ <sup>1</sup>	2.468.800
3 juillet 2007	Joseph Grimaud	Vice-Président du Conseil de surveillance	Cession	10,51€	54.950
3 juillet 2007	Renée Grimaud	Représentant permanent du Groupe Grimaud,	Cession	10,51€	25.000

		membre du conseil de surveillance			
3 juillet 2007	Alain Munoz	Membre du conseil de surveillance	Cession	10,51€	13.000
10 octobre 2007	Frank GRIMAUD	Président du Directoire	Souscription	0,30€ <sup>1</sup>	15.000
1 novembre 2007	Alain Munoz	Membre du Conseil de surveillance	Souscription	1,80€ <sup>1</sup>	29.900

<sup>1</sup> Ce prix de souscription tient compte de la division du nominal décidé par l'assemblée générale des actionnaires du 31 mars 2007. Le nominal de l'action est passé de 15€ à 0,15€ avec une multiplication corrélative du nombre d'actions par cent.

### **23 - RENOUELEMENT DU MANDAT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET NOMINATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLEANT**

Les mandats du Commissaire aux Comptes titulaire, M. Gérard CHESNEAU, et du Commissaire aux comptes suppléant la S.A. Cabinet Gérard CHESNEAU et Associés, actuellement en fonction, ne prendront fin qu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en 2011 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010. Il est toutefois prévu qu'il soit remplacé par son suppléant en application de la règle relative à la rotation des commissaires aux comptes à compter du 1 août 2009.

Les mandats du Commissaire aux Comptes titulaire, CABINET DELOITTE ET ASSOCIES, et du Commissaire aux comptes suppléant CABINET BEAS et Associés, actuellement en fonction, ne prendront fin qu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue en 2013 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

## 24 – TABLEAU DES RESULTATS

### RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES) DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (ARTICLE R225-102 DU CODE DE COMMERCE)

NATURE DES INDICATIONS	2003 €	2004 €	2005 €	2006 €	2007 €
<b>I- Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	1 000 050	1 208 385	1 312 500	1 321 500	2.175.094,65
Nombre d'actions ordinaires*					14 500 631
Nombre des actions ordinaires existantes de catégorie A.	53 612	59 168	61 946	62 546	0
Nombre des actions privilégiées de catégorie B	13 058	21 391	25 554	25 554	0
Nombre des actions à dividende prioritaire	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
* Par conversion d'obligations.	0	0	0	0	0
* Par exercice de droits de souscription	103 211	293 214	293 345	215 735	1 359 900
<b>II- Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'Affaires hors taxes et produits financiers	1 010 703 €	1 124 632 €	1 100 972	1 778 887	770 917
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.	1 008 069 €	-27 873	1 779 860	973 773	-2 215 894
Impôts sur les bénéfices (produit si négatif)	-119 616 €	-302 098 €	-175 626	-3 025	-1 026 825
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0 €	0 €	0 €	0 €	
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.	352 445 €	-880 549 €	-42 096	-308 645	-3 268 061
Résultat distribué	0 €	0 €	0 €	0 €	0€
<b>III- Résultats par action</b>					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	16,91 €	3,40 €	22,35 €	11,09 €	-0,08€
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.	5,29 €	-10,93 €	-0,48 €	-3,50 €	-0,23€
Dividende attribué à chaque action (préciser brut ou net)	0 €	0 €	0	0	0
<b>IV- Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice.	21	26	30	37	46
Montant de la masse salariale de l'exercice.	685 634 €	986 879 €	1 300 408	1 536 449	1 901 840
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	292 040 €	427 807 €	570 204	650 574	821 032

\*L'assemblée générale extraordinaire du 31 mars 2007 a décidé de convertir les actions de catégorie A et B en actions de catégorie ordinaire sous la condition suspensive de l'admission des actions de la société sur Euronext Paris de NYSE Euronext.

## 25 – TABLEAU DES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100 al.7 du Code de Commerce, nous avons l'honneur de vous rendre compte des délégations de compétence en cours de validité accordées par votre Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de Commerce et de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Date	Référence de la décision	Nature de la délégation consentie	Montant maximal de la délégation	Montant utilisé	Durée de la délégation en mois
Assemblée Générale Extraordinaire du 13 septembre 2005	Résolution n°7	Autorisation au Directoire de consentir des options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et dirigeants de la société	660 options donnant accès à 66.000 actions	530 options donnant accès à 53.000 actions	36 mois
Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2007	Résolution n°17	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	450.000 € <sup>1</sup>	NEANT	26 mois
Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2007	Résolution n°18	Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription	450.000 € <sup>1</sup>	414.364,65 € (création de 2.762.431 actions)	26 mois
Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2007	Résolution n°19	Augmentation de capital par incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes	450.000 €	NEANT	26 mois
Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2007	Résolution n°21	Délégation pour réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions	132.150€	NEANT	18 mois
Assemblée Générale Extraordinaire du 31 mars 2007	Résolution n°22	Autorisation au Directoire d'attribuer des actions gratuites aux membres du personnel et aux mandataires sociaux avec suppression du droit préférentiel de souscription	436 000 actions gratuites à attribuer	296.000 actions gratuites attribuées	38 mois
Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2007	Résolution n°2	Autorisation au Directoire de fixer la liste des bénéficiaires des bons de souscription d'actions à des personnes physiques non-salariées qui sont membres des organes de direction ou de surveillance de la Société	60.000 bons de souscription d'actions	45.000 bons de souscription d'actions attribués	12 mois

<sup>1</sup>Le montant de ces autorisation s'impute l'un sur l'autre.

Après lecture du présent rapport, nous vous présenterons en détail le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Fait à Saint-Herblain, le 17 mars 2008,

## **LE DIRECTOIRE**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'H' or 'J' shape with a horizontal crossbar.